

Étape 1 - Bordeaux

Maison des Suds - Adess CNRS

contact@societedeterritorialistes.fr

Accès Tram B - Montaigne-Montesquieu
Esplanade des Antilles - 33607 Pessac

SÉMINAIRE PERSPECTIVES TERRITORIALISTES

28-29 MAI BORDEAUX



**SÉMINAIRE PERSPECTIVES TERRITORIALISTES
28-29 MAI BORDEAUX**

JEUDI 28 MAI

9h Présentation (A.Berland-Berthon)	2
9h30 OUVERTURE: la SDT-Italie, les enjeux de la SDT-France (A.Magnaghi).....	3
9h45 « Pour une Biorégion urbaine en Aquitaine »	6
A.Berland-Berthon D.Poli,	
10h30 Les travaux en Régions 1	10
Y.Le Caro, X.Guillot, A.Sistel/L.Doumenc, G.Faburel	
14h « Cartographie » du groupe	14
15h30 Les travaux en Régions 2	17
(B. Mariolle, V.Bradel, F.Ged, S.Fiori, O.Marcel, S. Briffaud, R.Quesada)	

VENDREDI 29 MAI

9h30 Le Projet urbain de Gaia, Portugal (JM.Billa, S.Madureira, D.Couto)	25
10h30 Formation des groupes de réflexion/proposition en référence à la «cartographie territorialiste »	28
14h30 Débat sur les conditions de la mise en place du réseau territorialiste français : objectifs, moyens, programme, et mode de fonctionnement	31
Liste des participants	37

Jeudi 28 mai 2015

Les 28 et 29 mai 2015 a été posée à Bordeaux la première pierre du réseau scientifique et professionnel français, et désormais européen, de l'école territorialiste initiée par Alberto Magnaghi au début des années quatre-vingt-dix à l'Université de Florence (Italie).

Sous la responsabilité d'Agnès Berland-Berthon, organisatrice du séminaire, et le parrainage d'Alberto Magnaghi, accompagné de David Fanfani, Marco Mancino et Daniela Poli, soixante participants se sont réunis pour partager leurs travaux, débattre, et décider de la fondation d'un réseau territorialiste français.

Agnès Berland-Berthon, responsable de l'organisation du séminaire Perspectives

Territorialistes, rappelle en ouverture du séminaire les objectifs et les enjeux de la création d'un réseau territorialiste français, et présente aux participants les modalités du déroulement du séminaire. Le séminaire qui nous réunit à Bordeaux pendant ces deux jours est conçu au service de 3 objectifs : nous connaître mieux et identifier nos



points d'intérêt communs et nos spécificités, imaginer et élaborer sur cette base des partenariats de recherche-action interdisciplinaires et concevoir un cadre d'action collective qui préfigure le réseau territorialiste français que nous avons décidé de construire. Ce réseau a pour objet la coordination et la diffusion des démarches individuelles et collectives, de recherche, d'enseignement, de pratiques professionnelles, interdisciplinaires, existantes et à venir autour des thèmes développés par l'école territorialiste. Comment avancer dans un sens qui bénéficie à chacun et profite à chacun ?

1/ Nous connaître mieux

Un annuaire provisoire a été établi préalablement au séminaire à partir de vos CV. Il est amené à évoluer dans le contenu des fiches comme dans les personnes qu'il rassemble. Cette première journée sera consacrée, dans deux temps, à la présentation par celles et ceux qui l'ont proposé des recherches et démarches professionnelles qu'ils-elles conduisent et qui font, directement ou encore indirectement à la démarche territorialiste. Pour intégrer celles et ceux qui nous ont rejoint aujourd'hui et pour que chacun-e puisse rendre visible ses travaux, nous réaliserons ensemble en début d'après-midi une « carte de communauté » autour de 5 axes constitutifs de la pensée biorégionaliste. Après une première lecture interprétative nous poursuivrons les présentations.

2/ Imaginer et explorer des partenariats

Cette étape du séminaire est l'objet de la matinée de vendredi. Ce temps d'échange, réalisé en groupes de travail, s'appuiera sur la cartographie réalisée collectivement la

veille, les diverses présentations et l'ensemble des échanges informels. Il sera précédé par la présentation par nos amis portugais « territorialistes sans le savoir », comme dit Jean-Marie Billa à qui nous devons leur présence parmi nous, du projet de régénération urbaine qu'ils conduisent à Gaia.

3/ Concevoir un cadre d'action collective qui préfigure le réseau territorialiste français Cette question fera l'objet de nos échanges de vendredi après-midi. Comment souhaitons nous avancer ? Pour faire quoi ? Avec qui ? En ouverture, Alberto va nous présenter les démarches, le cadre et les objectifs d'action de la Société Territorialiste italienne et les enjeux de son extension au niveau européen.

OUVERTURE: la SDT-Italie et les enjeux de la SDT-France

Alberto Magnaghi ouvre le séminaire par une présentation de la Société Territorialiste italienne et des étapes de son développement.

En préambule, il rappelle les rôles respectifs de Françoise Choay et de Tiziana Villiani en faveur de l'émergence d'un réseau territorialiste en France et à Paris.

→ **La première particularité des chercheurs de l'Ecole Territorialiste est leur mode d'action complexe :**

professeurs, chercheurs, militants politiques, administrateurs locaux. Chacun travaille sur **le mode de la recherche-action**. Les résultats de ce travail sont analysés à l'université, où sont produites des théories pour revenir à la pratique. **Ce ne sont pas des professionnels mais ils font des expérimentations professionnelles innovantes** pour tester et vérifier les théories et la méthodologie : planification, projets territoriaux... **Le but est de faire avancer la science alternative du territoire.**

→ **La seconde particularité est l'organisation des travaux sur une base multidisciplinaire** car la parcellisation des disciplines a affaibli leur possibilité de transformer le territoire dans une période de crise qui les met en jeu dans leur ensemble. Chacune de ces disciplines correspond à une administration sectorielle mais personne ne gouverne la rencontre de ces différentes politiques sectorielles. Pour les territorialistes, **la réunification de ces disciplines est envisagée à travers la construction d'une science du territoire** qui pourrait permettre d'imaginer des scénarios de transformation globaux du territoire local.

→ **L'histoire de la SdT débute à la fin des années 1960 avec la formation de groupes de travail dans les usines** notamment à Turin inspirés des études sur le néo-marxisme pour proposer une autre interprétation de l'organisation territoriale du modèle fordiste. A cette époque, le cycle productif de l'usine Fiat était organisé dans un rayon de 50km, concernant 300 000 ouvriers logés en périphérie de Turin. En 10 ans cette organisation s'est diffusée partout dans le monde. Le concept du local était alors négatif, il



fallait organiser partout l'homogénéisation de la condition ouvrière.

→ **Dans les années 1970, la question du local, de la spécificité des lieux, des racines, des relations sociales des petites villes est devenue positive** face au désastre du fordisme. C'est alors qu'est née ce que Bagnasco a appelé la *Terza Italia*, avec une autre géographie de la production (dans le centre, le Nord-Est) en re-découvrant des petites villes là où l'identité locale apportait des éléments pour la construction d'une production liée aux spécificités locales, aux savoirs artisans des différents lieux, en changeant le rapport entre travail et territoire avec la création des districts industriels. **La recherche s'est axée sur ce changement et nous l'avons amendé du discours sur l'environnement, du problème de la qualité de la vie dans les petites villes, de la question de l'auto-durabilité/soutenabilité qui doit être accompagné de l'auto-organisation de la société locale** apte à reproduire ses ressources pour un « **développement local auto-soutenable** ».

→ La pensée d'une organisation du monde en réseau non hiérarchique de sociétés locales est partie de là au cours d'une première étape de formation de la Sdt, au milieu des années 1980, avec une dizaine de chercheurs issus de presque toutes les universités italiennes. **Ce réseau est devenu plus vaste dans les années 1990 et s'est appuyé sur le Centre National de la Recherche (CNR) et sur le Ministère de l'Université.** Cette recherche ne s'est pas faite qu'à l'université mais aussi avec des expériences de participation aux luttes sociales et environnementales engagées sur le territoire. A Milan, une recherche engagée dans un premier temps avec des environnementalistes s'est ensuite traduit par un contrat avec la Région Lombardie. **Le passage du monde social à l'institution, de l'institution au monde social a caractérisé chaque phase de notre travail.**

→ **De 1990 à 2000**, à partir du développement local auto-soutenable nous avons cherché à affronter **le problème de la ré-organisation des sciences du territoire et le passage d'une vision fonctionnaliste** (zonage fonctionnel) **à une vision identitaire.** Cela s'est traduit par des recherches et un atelier de projet spécifique sur les méthodes de représentations de l'identité territoriale pour considérer le **patrimoine territorial** comme la base de reconstruction de la richesse future. Cela nous a conduit à **considérer le territoire à travers plusieurs cycles de co-évolution**, à travers une conception dynamique nécessaire pour comprendre **les règles de transformation.** Le modèle de la métropolisation tend à une forte déterritorialisation et les chercheurs de la Sdt cherchent la re-territorialisation. L'histoire du territoire prend alors une grande importance. Un séminaire a eu lieu au printemps à Florence avec des archéologues, des historiens, des écologues... qui s'est conclu avec la proposition d'**un dictionnaire des mot-clefs de la science des territoires.** La reconstruction de cette histoire a une finalité prospective et implique l'organisation au niveau régional de centres pour la connaissance du territoire mais cette construction doit être séparée du cadre de la planification du fait de la brièveté du temps d'élaboration et de la dépendance aux objectifs du plan. De plus elle doit être construite à travers **une production sociale** avec des éco-musées, des cartes de communautés pour répondre à la Convention Européenne du Paysage : un paysage perçu par la population. La planification doit utiliser ce patrimoine de connaissances mais de manière indépendante.

→ **La Société des Territorialistes a été instituée en 2011 avec 3 champs d'action :**

- ~ **la théorie et la méthodologie** : la construction d'une science des territoires unitaire,
- ~ **l'observation** : une contre-géographie italienne à partir des exemples de

développement local auto-soutenable reconnu au moyen d'un **observatoire** ;

la **communication avec la revue des territorialistes et avec les séminaires** (Retour à la Montagne à Turin en mai 2015),

voir <http://www.societadeiterritorialisti.it/>

→ En synthèse, **la SdT ne s'était pas faite en un jour** mais elle est le fruit d'un **travail complexe, expérimental qui implique que chaque groupe fasse des expériences institutionnelles, de projet, de planification** susceptibles d'ouvrir sur des discussions théoriques, disciplinaires, etc...

Les travaux des étudiants italiens dans le cadre du contrat BIOREGION

→ **Agnès Berland-Berthon rappelle le principe des séminaires qui tourneront en Région en débutant par une présentation des travaux réalisés dans la région d'accueil. Le contrat de recherche Biorégion dont elle assure la direction scientifique a été initié en 2012** et associe la Région Aquitaine, le laboratoire Adess CNRS, le Pays Médoc, le PNR des Landes de Gascogne, le Département Gironde, le Syndicat Mixte de l'Aire Métropolitaine Bordelaise, la Région Toscane, l'Université Bordeaux Montaigne et l'Università degli studi di Firenze.



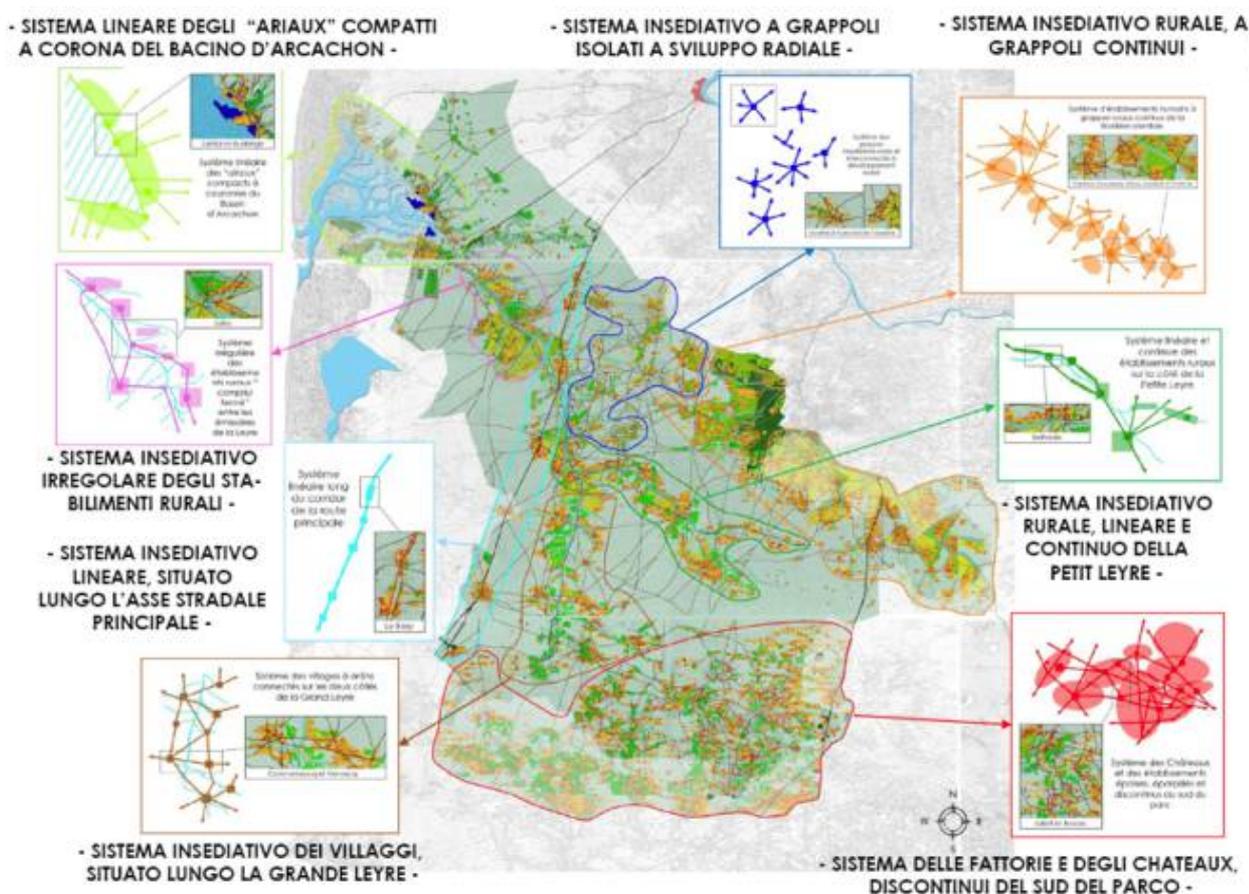
L'objectif initial est de développer une stratégie territoriale intégrée de valorisation économique et sociale du patrimoine environnemental et paysager en Aquitaine. L'enjeu est celui de **la territorialisation des politiques européennes en matière de protection et de restauration de la biodiversité** en partant du principe qu'aucun Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE) ne se traduirait dans la réalité si il n'était pas ancré par un projet de territoire. La recherche se fonde sur **deux hypothèses, d'une part, les PNR constituent des structures favorables pour porter des stratégies territoriales intégrées, d'autre part, la méthodologie territorialiste peut accompagner le développement de ces stratégies avec une philosophie d'action commune aux PNR et basée sur le lien nature/culture.**

L'expérimentation a été possible grâce à l'accueil favorable des institutions partenaires et s'est construite à travers ce qu'Alberto Magnaghi désigne sous les termes de recherche-action plutôt envisagée ici comme **« une recherche-projet »** : une mise à l'épreuve des territoires par le projet dessiné non pas construit comme une solution mais comme le moyen de construire ensemble les problématiques du territoire. Scientifiquement, c'est **le passage de la pensée théorique à la pensée pratique qui est interrogé** et ainsi les méthodologie qui permettent de construire ce passage. L'utilité sociale de la recherche est au cœur de ce questionnement.

La contrat de recherche BIOREGION s'achève en 2015 et se conclura par un colloque en 2016.

→ Daniela Poli présente les travaux réalisés par les étudiants de l'université de Florence dans le cadre du contrat Biorégion. A l'université de Florence, Alberto Magnaghi a organisé un parcours d'enseignement multidisciplinaire sur l'histoire du territoire en associant la faculté d'Architecture, l'Urbanisme et l'Agronomie pour la formation de « planificateurs » ayant la capacité de travailler avec la complexité des disciplines et avec les images. Des étudiants de cette formation ont été associés à la recherche à travers un atelier de projet de territoire (dirigé par A. Magnaghi puis D. Fanfani), des voyages d'étude avec des workshops, des stages accueillis par les institutions partenaires et des travaux de mémoire.

Les questions de départ portent sur la métropolisation et la création institutionnelle des métropoles qui nient les territoires ruraux, sur l'homogénéisation des cultures. En contre-point, le Département Gironde porte une vision de l'organisation territoriale polycentrique partagée par les territorialistes. La méthodologie se fonde sur la construction d'un atlas et la reconstitution d'une histoire de la co-évolution entre nature et culture au service du projet contemporain. Dans la démarche territorialiste, la concertation prend beaucoup d'importance, elle n'a pas pu être développée dans ce contexte qui s'est limitée à la construction du cadre de connaissances. L'analyse a conduit à identifier des figures territoriales qui se distinguent des unités de paysages en intégrant à la lecture morphologique la dimension historique. Daniela Poli montre des exemples de documents cartographiques, des cartes d'analyse, des cartes de criticité (problématiques) qui combinent plusieurs entrées disciplinaires et enfin des cartes de scénarios avec un travail de ré-organisation des marges urbaines en limite de la vallée des Jalles au Nord de Bordeaux.

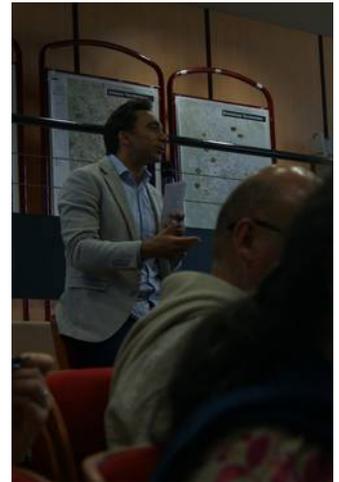


Approfondimento storico ed identitario del luogo.. il PNR

→ Agnès Berland-Berthon précise que **ces représentations sont des supports de discussion avec les acteurs locaux** et laisse la parole aux représentants des institutions partenaires.

→ **Laurent Trijoulet, ancien directeur du PNR Landes de Gascogne**

Le partenariat a été engagé **dans le contexte de renouvellement de la charte du PNR, démarche existante depuis 40 ans que le contrat de recherche permettait de requestionner avec un double regard pragmatique et scientifique.** L'approche territorialiste rencontre les PNR à travers une capacité à s'affranchir des périmètres administratifs, une conception du développement local. Dans le moment de crise actuelle la métropolisation l'emporte. **La question posée est celle des inégalités territoriales car la crise pèse sur les modèles de régulation autrefois activés par des projets locaux** qui si ils ne généraient pas de PIB bénéficiaient à la qualité de vie sur ces territoires.



→ **Sylvia Labèque, directrice du Syndicat Mixte du Schéma de l'Aire Métropolitaine bordelaise (SYSDAU)**



Ce partenariat est intervenu alors que **le SCOT venait d'être approuvé** et que les élus et le SYSDAU commençaient un travail de mise en œuvre et de traduction dans les documents d'urbanisme. Comment mettre en œuvre la stratégie nature à plusieurs échelles ? Comment mobiliser le patrimoine territorial et les ressources très diversifiées du territoire ? Comment traiter les conflits d'usage ? **Ce partenariat contractué à travers l'accueil de trois étudiantes françaises et d'une italienne a permis de travailler sur les relations qui peuvent être nouées entre la métropole et les territoires alentours.** En contribuant à identifier les acteurs du territoire, ce travail est une base pour préparer la démarche de travail en ateliers que le SYSDAU engagera à la rentrée.

→ **Florence Grisser, Département Gironde, service foncier**

Les travaux ont particulièrement intéressé le service foncier concerné de manière transversale par l'agriculture, l'économie, l'environnement. **Au niveau du Département, c'est la démarche InterScot qui est le lien avec le projet Biorégion. Depuis une dizaine d'années l'InterScot cherche à mettre en relation les territoires ruraux et les territoires métropolitains et voir dans quelle mesure des problématiques communes peuvent être résolues à une échelle qui dépasse celle des Scot.** La nouvelle loi sur le développement territorial renforce les prérogatives du Département en termes de garantie des solidarités humaines et territoriales. Ces travaux vont être capitalisés dans ce contexte pour envisager la territorialisation des politiques départementales dans une vision transversale, pluridisciplinaire, territorialiste.

→ **Questions/échange avec les participants**

→ Pierre Donadieu : **Y a-t-il un modèle de la Biorégion Urbaine ?...** comme à Rennes celui de la ville archipel en trouve-t-on ici une traduction ?

→ Agnès Berland-Berthon : **des « figures territoriales »** sont ressorties mais **la figure de la Biorégion n'a pas été proposée.**

→ Odile Marcel : pourquoi cette démarche nous intéresse ? Le récit militant que raconte Alberto a été perdu. **Ce que nous attendons c'est un modèle pour demain. Les italiens travaillent sur les ressources, sur l'histoire, sur ce que nous avons en commun en temps qu'européens pour réfléchir sur le long terme des modes**



d'établissements humains et comment construire entre européens quelque chose qui soit de façon imminente la solution. Tous ces modèles, comment vont-ils faire bouger les choses et comment le faire ensemble ? On fait de la recherche parce que la société a besoin de ses ressources et l'on veut être utilisé par la société. La séparation entre le régime professionnel des chercheurs et celui de la société civile est dramatique. En temps que chercheurs il est important de faire remonter ce qui se passe dans la société et il se passe aussi des choses en France.

→ Pierre Donadieu : **la réflexion des urbanistes s'exerce aujourd'hui à l'échelle des communautés urbaines. Quels sont les types de modèles disponibles pour penser la région urbaine (agglomération et espaces non construits) ?** Le schéma de Rennes a été pensé il y a 30 ans par une école de pensée associant élus, architectes, paysagistes et monde agricole. Aujourd'hui cela conduit à une maîtrise et le commun est la **figure territoriale.**

→ ABB : **La pensée territorialiste s'affranchit des frontières institutionnelles de l'action publique.** Par ces cartes là, ces frontières peuvent-être franchies mais elles reviennent ensuite : capacité d'action et d'évolution de l'action. **Quel serait le modèle territorial alternatif mais que l'on aurait décidé de réaliser en co-construction ?**

→ Pierre Donadieu : en France il y a des politiques de paysage qui existent depuis 30 ans et pas en Italie, ce qui invite à se demander sur le cas de Bordeaux, la complémentarité ou les divergences entre les démarches paysagistes d'atlas et le travail réalisé. Aujourd'hui, il y a des atlas partout, **quel complément apporte la démarche territorialiste à la démarche paysagiste ?**

→ Odile Marcel : **en France, nous avons des politiques de paysage mais la façon dont elles sont faites n'est pas la seule possible.** La démarche territorialiste va dans le sens de la construction du territoire, elle n'est pas simplement morphologique. L'atlas est un outil un peu fixiste, le paysage est quelque chose qui est beaucoup plus riche et dynamique : l'approche historique montre que les établissements humains se sont faits d'une certaine façon à une certaine époque, on est dans un mouvement.

→ Daniela Poli : dans les travaux que l'on a commencé à faire on voit **les différentes constellations territoriales** qu'il y avait et l'on peut essayer de comprendre comment

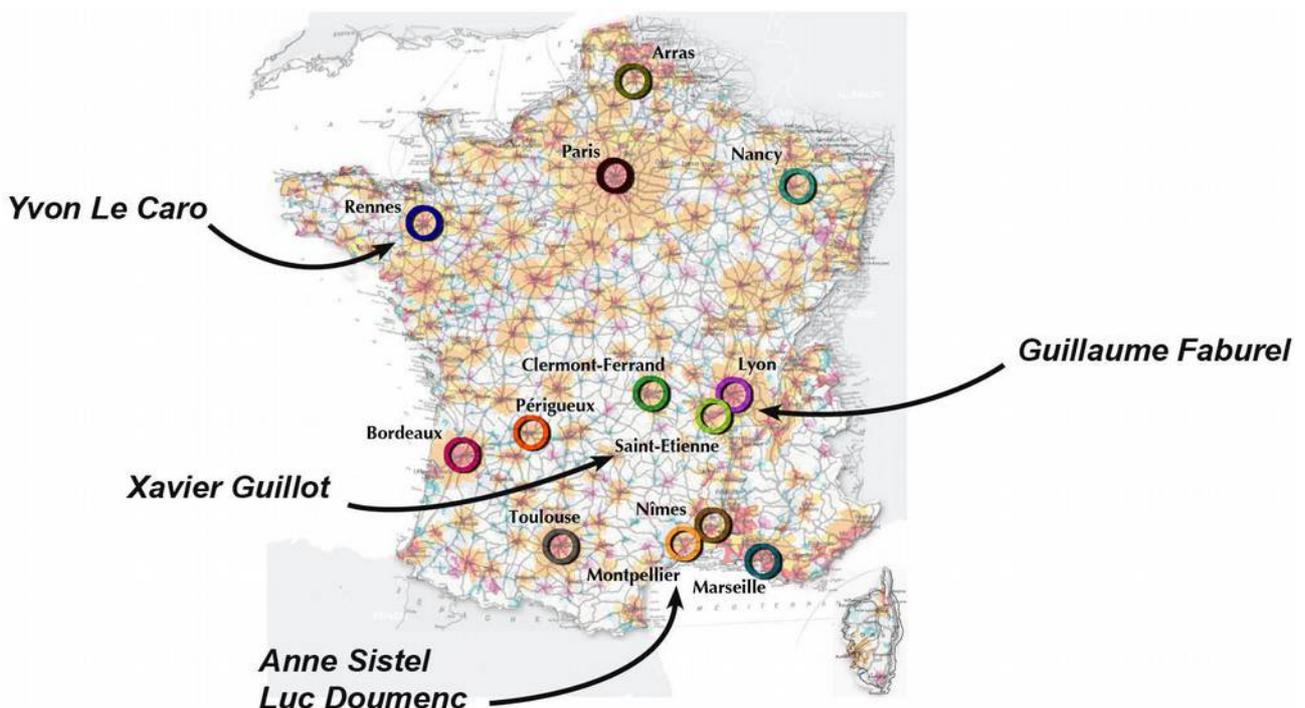
reconstruire cette diversité. On a essayé un scénario à 60/80 ans en reconstruisant les filières locales de proximité.

→ Alberto Magnaghi : il y a **2 mouvements contradictoires l'un du paysage vers le territoire, l'autre du territoire vers le paysage**. En Italie nous avons encore **des plans de paysage qui se superposent aux plans sectoriels**, d'infrastructure, d'urbanisme local. Cette vision dirait que le paysage est en haut, le territoire en bas, la synthèse holistique de toute la planification : **le plan paysager coordonne tous les autres plans. La vision territorialiste est complémentaire et dit qu'il faut mettre en communication une lecture morphologique du territoire avec son décodage historique** : expliquer la morphologie dans la longue durée. **Le paysage régional ne peut pas être construit par la vision unique d'un acteur paysagiste qui superposerait un projet. Nous avons à introduire des règles paysagères chez tous les acteurs**, agriculteurs, commerces, infrastructures qui produisent le paysage.



Le concept de Biorégion urbaine a été introduit dans les années 1970 et fait l'objet d'une littérature très vaste principalement centrée sur le rapport entre les établissements humains et la nature. Nous parlons de biorégion « urbaine » car le problème est **la domination régionale du modèle métropolitain qui arrive jusque dans la montagne même en absence d'urbanisation**. Nous pourrions définir la **Biorégion Urbaine** comme une ville-constellation de figures territoriales urbaines, une constellation de petites villes avec leurs campagne, c'est une vision plus complexe que la ville archipel. Chaque micro constellation a sa forme, son identité qui la différencie des autres... c'est une figure « cosmique ».

Les travaux en régions – 1ère partie



(1) Yvon Le Carro, géographe, université de Rennes, UMR ESO CNRS

Yvon Le Carro présente successivement les réseaux dans lesquels il est impliqué et la thématique du « pacte ville-campagne » en relation avec le contexte breton.

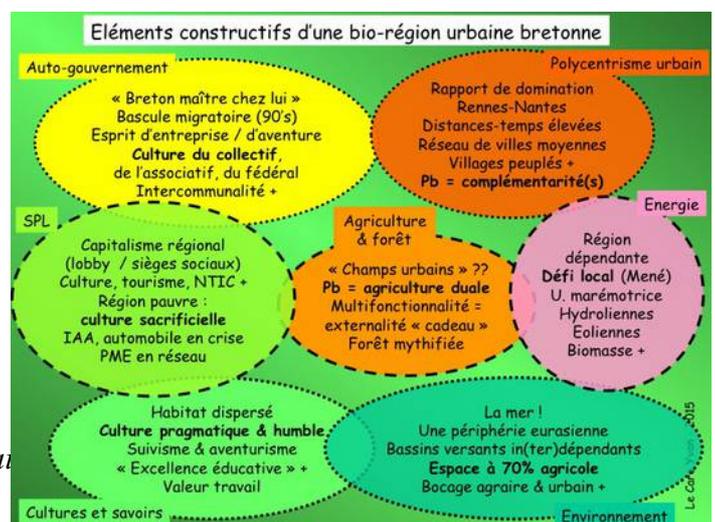
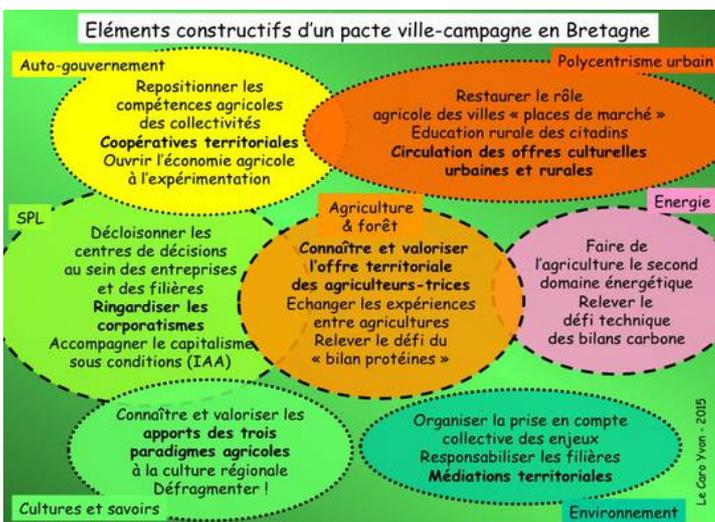
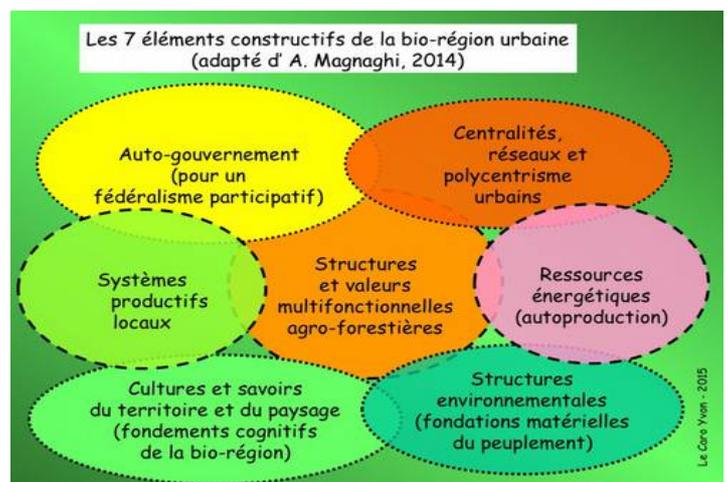
→ A l'échelle régionale, le réseau Terres en ville (<http://www.terresenvilles.org/>) Que peut on faire en commun entre projet métropolitain et projet agricole ? Ni les agglomérations ni les chambres d'agriculture ne maîtrisent les activités spontanées pourtant mises en avant dès qu'il y a besoin d'affichage d'où le besoin de s'y intéresser.

Implication personnelle dans un programme de recherche en cours : « Formes agricoles et formes urbaines dans la ville » : travail sur les interfaces agri-urbaines, cf colloque à Narbonne en 2014 sur les franges urbaines. Ce travail se conçoit comme une élaboration à l'échelle de la parcelle, il porte sur les "particules élémentaires de la Biorégion"

A l'échelle nationale, le réseau des géographes ruralistes est interpellé par la métropolisation, certains travaillent sur le rapport avec la ville et un réseau européen est en train de se constituer, avec un premier rassemblement qui a eu lieu à Nantes en 2014.

Au niveau du laboratoire ESO (<http://eso.cnrs.fr/fr/index.html>) toutes les conditions sont réunies pour travailler sur les interfaces ville-campagne avec une vingtaine de chercheurs qui travaillent sur la ruralité.

→ Yvon Le Carro propose de réfléchir sur la Bretagne à partir des sept éléments constructifs de la pensée territorialiste. La lecture historique du territoire est un vrai apport de la démarche territorialiste, parallèlement la vision métropolitaine en France est envisagée à travers une relation habitante quotidienne entre lieu de travail et domicile. Cela pose question sur les accès aux services, à la qualité de vie : exemple de l'accès aux maternité avec des temps médians qui peuvent approcher une heure, ces zones de « moins droits » méritent une réflexion. Du point de vue agricole, centre de l'aménagement en Bretagne, le caractère du bassin agricole breton « de masse » ne peut pas être nié ce qui implique d'aller à la rencontre de ces producteurs : voir le film « L'enfer vert des bretons ». Cette situation et ses méfaits a entraîné une réflexion rapide sur l'environnement.



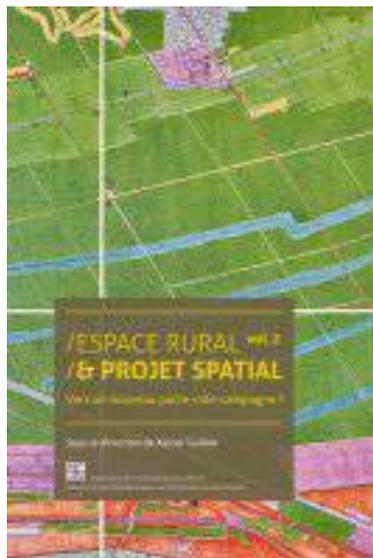
Le défi environnemental peut permettre d'installer des médiations entre environnementalistes, agriculteurs. Il est **nécessaire d'avoir des élus porteurs d'une vision territoriale avec l'aide des scientifiques** pour produire ces médiations. Il faut apporter **des réponses interprétables par les différentes rationalités des agriculteurs**, d'un point de vue post-productiviste (production d'un bien public), paysan, professionnel pour que ces réponses ne soient pas interprétées comme externes. Le dernier point est celui des coopératives territoriales : il manque aujourd'hui des structures territoriales au sein de la profession agricole. Toutes les régions ne sont pas équipées de systèmes productifs locaux structurés.

(2) Xavier Guillot, architecte, école d'architecture de Clermont-Ferrand



→ **Xavier Guillot positionne son intervention du point de vue de l'enseignement.** Il présente les activités du réseau **Espace Rural et Projet Spatial** (<http://espacerural.archi.fr/>) qui associe une dizaine d'écoles d'Architecture, de Paysage et d'Agronomie en France ainsi que des acteurs institutionnels. La constitution de ce réseau s'est fondé sur **une contestation du projet urbain tel qu'il était enseigné dans les écoles d'architecture** et qui se révèle **peu pertinent à 100-150km de la ville**. La démarche engagée vise à sortir les étudiants de l'école et à construire des partenariats avec des acteurs locaux. **Le réseau organise également des colloques, Daniela Poli avait été associée à la troisième édition** ce qui avait permis de faire le lien avec l'école territorialiste.

→ Xavier Guillot illustre son intervention par **les travaux produits dans le cadre d'une consultation nationale sur l'énergie et d'un atelier expérimental à Ambert**, ville du Massif Central située à 1h30 de Clermont-Ferrand et de Saint-Etienne. Le lien avec les habitants s'est matérialisé à travers **une exposition itinérante des travaux des étudiants** qui s'est déroulée dans un temps concomitant **l'élaboration du PLU**. Dans ce contexte, **les plans sont envisagés comme des hypothèses de travail pour spatialiser une nouvelle solidarité entre ville et campagne**. Un exemple est donné à travers le développement d'une proposition d'organisation énergétique solidaire entre une ferme et un lotissement.



(3) Anne Sistel et Luc Doumenc, architectes, école d'architecture de Montpellier

→ Anne Sistel insiste sur la nécessité d'articuler une recherche sur un projet autre que celui de la procédure de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) et présente **le programme de recherche « Proxville »** (<http://www.msh-m.fr/programmes/en-cours/proxville/>) **sur les solidarités entre ville et campagne**. Cette recherche sur 3 ans est engagée **en partenariat avec la DREAL** qui s'interrogeait sur la rencontre du modèle des éco-quartiers d'Europe du Nord et le contexte méditerranéen. **La**

question est celle de la ville de proximité, des courtes distances. La recherche s'est appuyée sur une coopération entre les universités de Nîmes (géographie) et de Montpellier (Sociologie) et l'école d'architecture de Montpellier. Dans ce cadre, ont été engagés d'une part, **des ateliers encadrés avec les étudiants**, d'autre part **des séminaires participatifs et thématiques** (espaces publics, commerces...) et enfin **des colloques** qui ont permis de rencontrer la pensée territorialiste avec la participation de David Fanfani en 2013.



→ Luc Doumenc rappelle **la spécificité du contexte méditerranéen** lié au multiculturalisme, à une ville organique attaquée par le modèle ultra-libéral. En contre-point, il propose **une réflexion sur les villages** en développant des extensions dans la pente généralement éludées par les Plan Locaux d'Urbanisme mais qui permettent de combiner densité forte et jouissance d'espaces extérieurs. La vision de l'aire urbaine par les déplacements domicile-travail est interrogée à travers les modalités d'un calcul statistique qui n'intègre que la population active (le seuil de 40% d'actifs migrants quotidiennement ne représente que 12% de la population total). **L'approche portée par Alberto Magnaghi permet d'envisager une programmation urbaine fondée sur une analyse contextuelle qui considère des territoires imbriqués, de l'échelle du logement à celle du territoire.**

(4) Guillaume Faburel, Institut d'Urbanisme de Lyon

→ **Guillaume Faburel revient sur la participation institutionnelle** qui n'est peut-être pas qu'un critère parmi d'autre car **si le fait métropolitain peut-être mis en discours, il est de moins en moins accepté par les populations.** On est sur une culture pédagogique, **il s'agit « d'éduquer les masses » mais beaucoup n'acceptent pas la « démocratie d'élevage ».** **Nous avons des « communs » hérités, des plans, des chartes à un moment où il existe d'autres formes alternatives de micro-organisation du territoire,** une « infra-politique » (cf Guattari). Le « commun » est ici compris au sens de Bruno Laval comme un « agir », un agir collectif qui advient à lui même. **Qui parle du « sens commun » dans la construction de l'action collective ?**

→ L'héritage institutionnel vend la métropole comme une absolue nécessité, **des mouvements « anti-ville » se développent aussi** en Allemagne, en Suisse. **La pensée par les modèles n'est plus satisfaisante.** Les métropoles se construisent sur « le patrimoine ». **La question posée est celle du « commun » et de l'« agir ».** Aujourd'hui le choix de 14 métropoles pour 13 régions relève simplement d'une volonté d'exister sur le plan international. Le *commun* à élaborer est celui qui répond à la question: quel monde commun voulons nous construire?

Cinq axes thématiques *biorégionalistes* sont proposés aux participants en référence au dernier ouvrage d'Alberto Magnaghi « *La Biorégion Urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun* », 2014. Agnès Berland-Berthon présente les axes et sollicite les participants pour qu'ils remplissent cette carte à partir de leurs travaux en cours, leurs questionnements scientifiques et socio-professionnels. L'objectif recherché est de permettre à chacun de donner une visibilité à son action et de constituer une cartographie de la communauté présente au séminaire.



Les axes thématiques, pré-définis avec Alberto Magnaghi et Daniela Poli, sont les suivants :

Axe 1 Pacte ville-campagne et ville des proximités

Axe 2 Patrimoine territorial et biens communs

Axe 3 Polycentrisme et « ville des villes »

Axe 4 Construction du processus de co-évolution

Axe 5 Gouvernance et auto-soutenabilité

Une première lecture interprétative de la carte ainsi constituée est faite collectivement.

Elle fait apparaître les points suivants :

’ Tous les axes sont couverts avec une « majeur » pour les axes 1 et 5 et une « mineur » pour l'axe 3

’ La majorité des participants a installé ses post-it sur plusieurs axes, confirmant le caractère intégré de ceux-ci, soulignant leur nature complexe et non fonctionnaliste.

’ Chacun des axes est approprié aussi bien par les chercheurs que par les acteurs professionnels, et de façon pluri-disciplinaire.

L'exploitation de ce capital commun est prévue le lendemain, dans le temps des ateliers.

→ Questions

Romain Quesada : « processus de co-évolution » du mal à entendre que cela ne soit qu'un regard sur le passé où sur un état actuel... il peut être aussi **lié à la question de l' « auto-soutenabilité »**. Les deux pourraient être plus fortement liés.

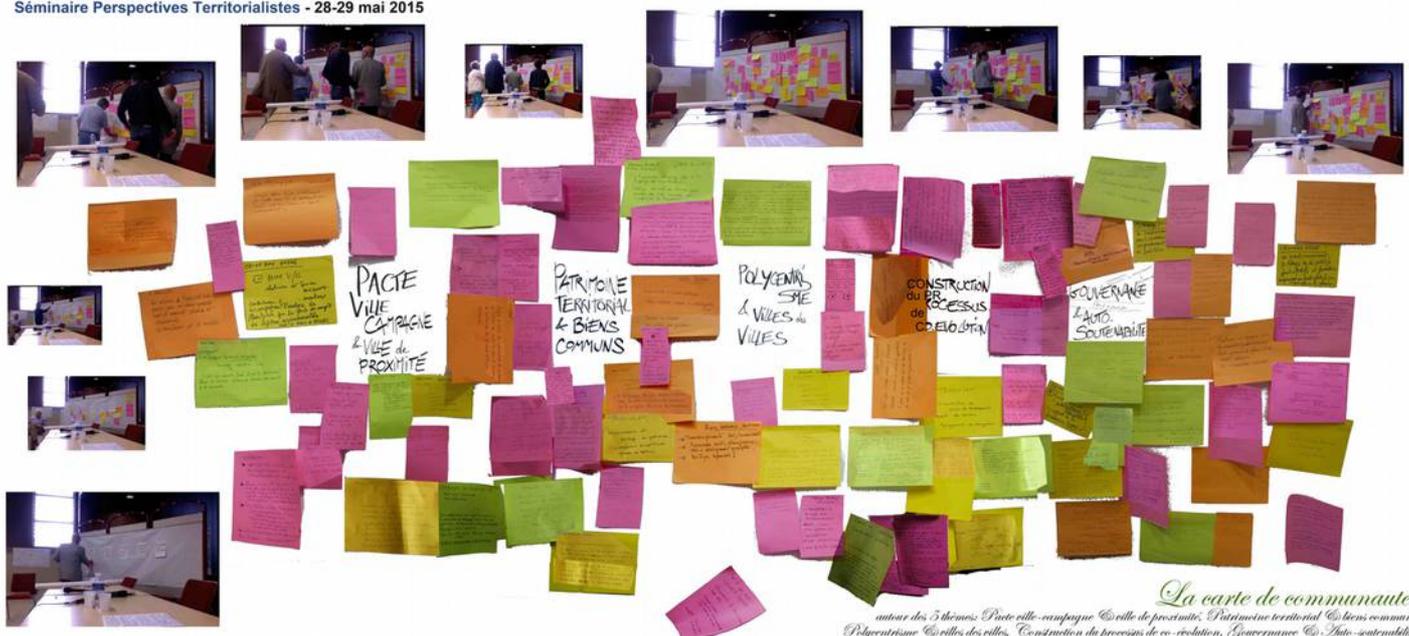
David Fanfani : en effet, j'ai lié le concept de co-évolution à la « **self-reliance** » car la **co-évolution va concerner l'auto-production du territoire à travers une utilisation/restauration durable des ressources locales, un plus fort rôle accordé à la société locale.**

Patrick Baggio : le fait de ne pas



comprendre fait réagir en temps que personnes les pieds dans la glaise on est habitués à être dirigés un peu plus facilement : métropolisation ne vient pas. Le mot pacte pose question, comme la charte, patrimoine ? Un mot difficile. **On cache un peu le coté qu'Alberto évoquait tout à l'heure : la notion d'engagement politique. Il y a vraiment par rapport à ces thématiques un vrai engagement. Est ce que les risques de cette métropolisation ont été vraiment envisagés ? et n'est-on pas en train de se positionner en luttant contre alors que justement le fait qu'il y ait cette métropolisation peut enrichir le milieu associé à toutes les échelles y compris à celle du quartier ? Aujourd'hui on voit le garagiste qui s'en va, le cordonnier, à la périphérie... la métropole pendant ce temps fonctionne bien avec le tram et des magasins qui sont seulement des vitrines. La territorialisation pourrait être aussi envisagée à l'échelle du quartier.**

Séminaire Perspectives Territorialistes - 28-29 mai 2015



La carte de communauté
analyse des 3 thèmes: Poste ville-campagne, Ville de proximité, Patrimoine territorial & biens communs.
Polycentrisme, Co-évolution des villes, Construction du processus de co-évolution, Gouvernance Co-Auto-soutenable

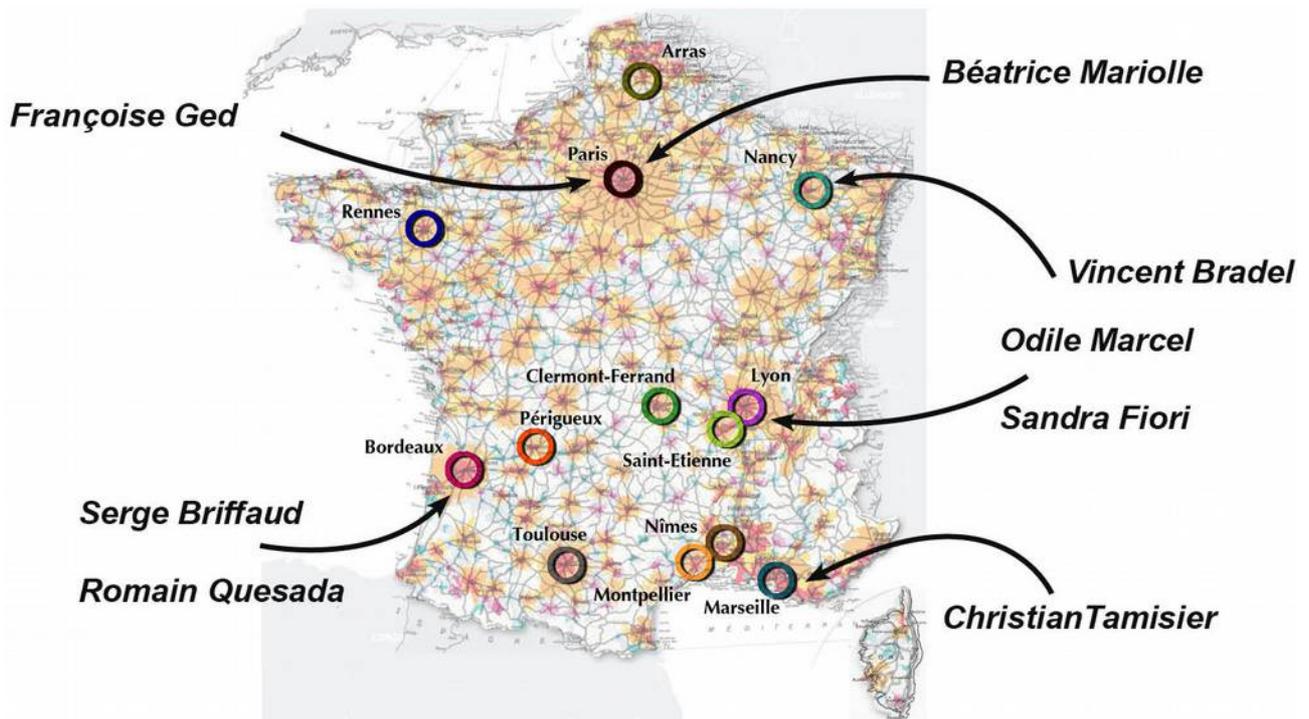
Makhan : le mot gouvernance, c'est un vocable techno que l'on a peut-être pas intérêt à utiliser si l'on est dans la recherche d'une certaine alternative. Deux éléments paraissent importants. Tous les territoires sont multiscalaires, la condition spatiale humaine est une condition omniscalaire qui pose **la question du gouvernement et du co-développement à toutes les échelles.** Si l'on veut déconstruire le modèle dominant sur la question métropolitaine on peut se poser la question : faut-il une alternative aux métropoles ? Ou faut-il une alternative métropolitaine ? Cette question là doit émerger de nos débats.

Bernard Blanc : Aquitanis, organisation productive moderne, ancienne forme bureaucratique, bien installée dans les politiques nationales et locales de l'habitat dans une dimension de l'intérêt général et du bien public se retrouve positionnée comme un opérateur immobilier en marché pour que l'Etat puisse se désengager de la solidarité dans le logement. Ce qui va nous sauver est vraisemblablement le ré-ancrage de nos structures dans le territoire. En relation avec la notion de la responsabilité sociétale du développement durable, l'« éco-responsabilité » est sans doute un élément de ce ré-ancrage que nous essayons de creuser depuis quelques années. Philippe Madec parle de « ménager » avant d'« aménager ». Notre vocation est de contribuer au développement d'un bien commun qui s'appelle l'urbanité.

Qu'est ce qui va faire sens collectif ? Aujourd'hui on n'a plus de sens parce que plus de politiques publiques, ces formes institutionnelles sont à ré-inventer. Nous avons essayé en nous inscrivant dans des lieux travaillés comme des situations de gestion à portée des habitants mais pas à celle des formes instituées. Comment se ré-établir avec les habitants dans des lieux ? On se retrouve autour du bien commun avec les territorialistes et Olstrom : au départ, c'est bien une communauté qui reprend en main son territoire de gestion. Avec les futurs locataires nous avons proposé de créer des « collectivités de labeurs » pour concevoir avec eux leur futur habitat qui implique une prise de risques. Nous avons trouvé des ménages modestes, financièrement mais pas en créativité et l'on a progressé en faisant avec les futurs locataires... la gouvernance se situe dans les opérateurs du labeur.



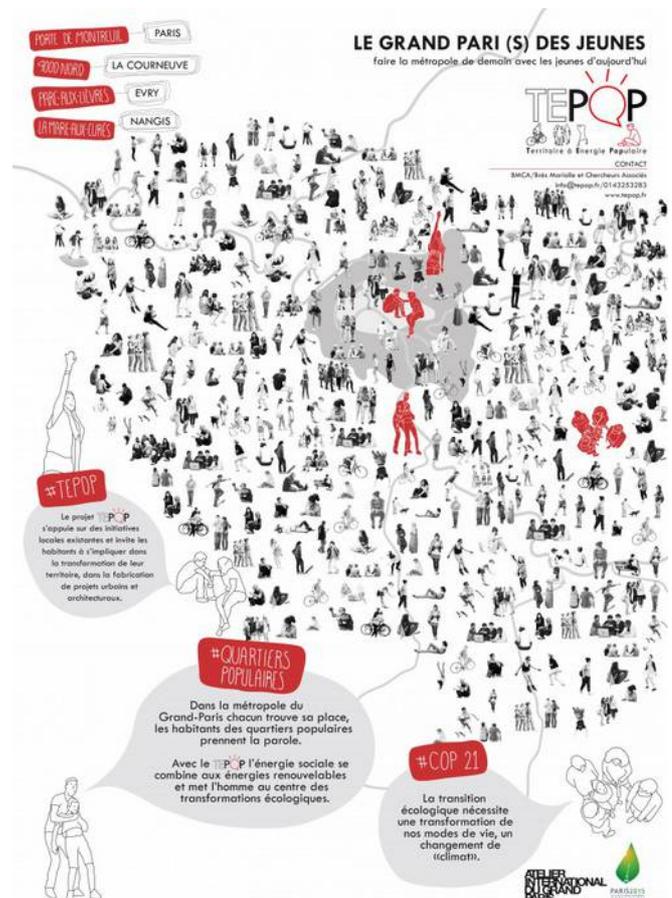
Guillaume Faburel : Qui définit ce qui est ressource ? C'est pourquoi j'ai préféré me positionner sur le « commun » que sur le « bien ». Il y a des mots qui du fait de nos attaches disciplinaires ne veulent pas dire du tout la même chose. Cela impose de se mettre autour d'une table et de discuter très simplement : qu'est ce que la ville aujourd'hui ? Qu'est ce que la proximité ? La métropole ? Le patrimoine ? L'hésitation que l'on peut avoir dans l'interprétation tient aux catégories d'analyse propres. C'est quoi notre « commun » qui nous fait discuter du « commun » ?



(5) Béatrice Mariolle, architecte

→ Béatrice Mariolle présente les travaux engagés à partir des « plus faibles densités » dans le cadre de sa **participation au Grand Paris** (<http://www.ateliergrandparis.fr/news/?tag=bres-mariolle>). Une nouvelle directrice, élue écologiste, Mireille Ferri a proposé de réaliser une exposition lors de la conférence climat (<http://www.cop21.gouv.fr/fr>) à l'automne 2015. **Un travail sur les mobilités alternatives a été engagé en Essonne et en Seine et Marne. La démarche est celle d'une « prospective des temps présents » fondée sur la réunion d'acteurs** dans les centres sociaux en essayant de se projeter avec eux à 10 ou 15 ans. Le travail avec les citoyens ouvre sur des innovations assez passionnantes.

→ La deuxième initiative présentée est le **projet TEPOP Territoire à Energie POPulaire** (<http://www.tepop.fr/>). Il s'agit de démarrer du local pour essayer de le comprendre. **Le milieu local, n'est pas conçu comme un support mais comme la ressource principale du développement lui-même.** Le « métropolitain », c'est



bousculer la matière locale pour la rendre possible à plus grande échelle, pour construire de l'innovation. Quatre situations métropolitaines ont été envisagées (quartier central, périphérique, ville nouvelle, milieu rural). Une association, « l'oeil à l'écoute » suit les ateliers pour les raconter. Beaucoup de cartes ont été produites... pour ne pas que disparaisse le local. Les images de la dernière rencontre, la veille au soir, montrent le travail de maquettes réalisées avec les habitants.

(8) Christian Tamisier, paysagiste, enseignant retraité de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage, site de Marseille

→ Christian Tamisier présente la création à Marseille dans les années 1990 d'un Master universitaire de géographie progressivement intégré à l'ENSP. Cette école est destinée à former des paysagistes professionnels dans un double objectif : **l'urbanisme opérationnel**, la réalisation formelle de projets d'aménagement de l'espace et **les politiques publiques de protection des espaces naturels et patrimoniaux** élargies ensuite aux politiques publiques de paysage. **Ces deux objectifs ont convergé dans le cadre du renouvellement du champ de la planification territoriale** pour élaborer des stratégies territoriales adaptées au contexte actuel de la métropolisation, désignées sous le nom de **projet de paysage**, sortes de plan-guide pouvant être mis en œuvre à toutes les échelles.



→ **Cette évolution orientée vers le territoire rend pertinente l'approche territorialiste.** On est en effet passé d'une approche de « paysage-image » liée à la volonté d'améliorer la perception des résultats de l'action publique d'aménagement de l'espace en termes de qualité visuelle et symbolique du cadre de vie, à une approche de prise en compte de la complexité territoriale sur les plans biophysique et humain, économique et technique, social et culturel, patrimonial et environnemental. Cette approche implique une refondation de la compréhension territoriale basée sur la **morphogénèse** et sur l'**interdisciplinarité** mise en œuvre dans un système de séquences associant analyse et projet dans **une approche pluridisciplinaire se démarquant de l'atelier de projet traditionnel axé sur la maîtrise formelle** : « **Le Projet est par-dessus tout la connaissance du contexte** ». Cette approche, pourtant pertinente au regard du territoire métropolitain marseillais a été particulièrement difficile à développer dans le contexte français de la gouvernance marqué par un cloisonnement institutionnel, scientifique et technique.



(7) Vincent Bradel, Ecole d'Architecture de Nancy

→ Vincent Bradel présente le travail engagé depuis 10 ans dans le cadre d'**ateliers-séminaires accompagnés avec l'urbaniste Marc Verdier** qui s'appuient sur la structure des Parcs Naturels Régionaux dans le cadre du réseau Espace Rural et Projet Spatial présenté ce matin. Une enquête a été mise en place auprès des acteurs pour faire un bilan après 10 ans. **Le retour des élus indique**

que ces semaines d'étudiants sur le terrain ont été vécues comme des « temps de formation ». Comment peut-on faire quelque part de la recherche-action ? Profiter d'un moment de terrain et aller au delà ? Deux journées d'étude ont eu lieu les 15 et 16 octobre à Nancy avec la fédération des parcs. Parmi les acteurs enquêtés 150 à 200 étudiants sont passés par cette formation, qu'en ont-ils fait ?

→ Dans le cadre du réseau espace rural et projet spatial **un colloque « urbanité et biodiversité » a été organisé en 2012 à Nancy** en collaboration avec 2 autres écoles, l'Agro-Paristech-Nancy et L'ENSAIA La question était celle de l'interdisciplinarité. Comment la biodiversité pouvait permettre de rassembler écologues, urbanistes, architectes pour discuter de la relation ville-nature ? Le prolongement de cette expérience de collaboration entre écoles se prolonge aujourd'hui dans le cadre d'**un programme INRA pour le développement régional sur le thème de lisière, l'interface entre monde bâti et agricole, en comparant les outils avec lesquels chacun observait ces espaces, sans a priori dans l'action sur le terrain : partage de vocabulaire, de méthode.** Les questions posées sont sur les conditions de l'interdisciplinarité... le terrain permettant de travailler de concert. A propos du vocabulaire, **le plus dur n'est sans doute pas d'avoir un vocabulaire commun mais d'accepter que d'autres l'utilisent dans un autre sens et d'en connaître la manière.**

→ Questions

Guillaume Faburel : les mots que l'on emploie sont traversés de politique. Ces modes de qualification dynamiques paraissent assez essentiels pour savoir comment nous nous positionnons dans notre rapport aux puissances. **Il y a bien un enjeu à interroger ce rapport entre savoir et pouvoir. Si les termes comme la métropole ne sont jamais mis en débat c'est que les espaces de délibération politiques ne sont pas des lieux de mise en controverse.**

Vincent Bradel : par rapport à l'idéologie et à la dilogie manipulatrice, un des intérêts des ateliers dans le monde rural était que la situation était intéressante pédagogiquement parlant parce que des étudiants se retrouvaient confrontés à un panel d'acteurs, élus, habitants et institutions. Ces gens là se trouvaient dans une posture équivalente, **dans le monde rural on est dans un mode de discussion direct entre le maire et les administrés.**

Odile Marcel : quand on répète des trucs 15 fois aux étudiants enfin sur le terrain, ils comprennent.



(8) Françoise Ged, cité de l'architecture et du patrimoine, directrice de l'observatoire sur la Chine contemporaine

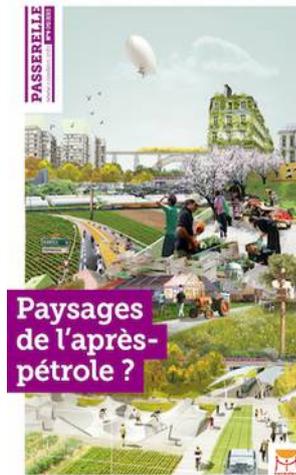
→ Françoise Ged présente une expérience qui dure depuis une vingtaine d'années et a été vécue à la fois avec des instituts de formation et de recherche, à la fois sur sites et à la fois avec les autorités locales et des organismes français. Le Guizhou à l'Est de la Chine, très rural a connu un développement récent et rapide grâce à l'investissement dans de grandes infrastructures. L'intervention se réalise dans le cadre d'un partenariat avec le Ministère de la Culture permettant de travailler avec des inspecteurs, des SDAP,

de démarches, d'initiatives alternatives à l'économie néo-libérale et marchande, des initiatives qui partent du bas et ont pour principe des règles de gouvernement partagées. L'idée émane de Claire Brossaud, enseignante à l'école d'architecture et impliquée dans le réseau francophone des communs (<http://bienscommuns.org/>). **Comment ces initiatives peuvent renouveler nos manière de penser nos pratiques urbaines ?**

→ Le contexte est celui de la **création d'un nouveau laboratoire de recherche à Lyon qui rassemble des personnes avec des cultures et des objets de recherche différents. Cette journée est une première activité scientifique et citoyenne avec des frontières floues dans le cadre du « temps des communs »**, festival auto-gérés avec des événements déjà intervenus à Brest et Lausanne. Les perspectives sont l'enseignement, la recherche sur des notions connexes (communauté...), à l'articulation avec les institutions territoriales il est possible d'envisager des recherches actions sur d'autres sujets que ceux de la pensée mainstream. Pour conclure voici la référence d'un documentaire vivifiant qui ré-interroge les formes d'engagement politiques : comment est-on passé des formes d'engagement des années 1970 que l'on connaît, à d'autres formes que l'on a du mal à définir ?



(10) Odile Marcel, philosophe



→ Odile Marcel évoque l'initiative d'un réseau d'experts qui a pour objectif d'impulser la décision publique et de percoller les projets. Cette publication « *paysage de l'après-pétrole* » a permis de structurer ce réseau d'experts qui se sont investis plus spécifiquement dans le thème du paysage. Il y a eu une disjonction dramatique entre paysage et aménagement du territoire avec le fonctionnalisme. Est ce que c'était l'accoutumance des paysages précédents qui créait cette réaction ? La nostalgie qui ne permettait pas d'apprécier les paysages de la vitesse ? Est ce que le paysage ça veut dire défendre le patrimoine ? Mais le paysage c'est ce qui nous permet de nous identifier à une syntaxe et sa création nous permet de nous réapproprier la puissance créatrice du passé. C'est ce qui est appréciable

chez Alberto Magnaghi, le patrimoine est celui des richesses inventives du passé.

→ La fondation Léopold Mayer a donné un cadre à ce réseau pour être plus efficace et communiquer à travers sa revue *Passerelle*. La stratégie a été d'identifier des



expériences de territoires qui s'étaient déjà engagés dans la transition. On est déjà dans cette transition avec une volonté collective en faveur de la prise en compte des sites. Il y a une volonté politique. Identifions cela, clarifions les méthodes et les stratégies pour qu'il y ait des échanges de bonnes expériences, beaucoup gratifiantes qu'elles sont reconnues par la société. Cela a donné lieu à un colloque qui s'est tenu en avril 2014 à la bergerie de Villarceaux et la conjoncture est favorable: un rapport critique du CGED a été publié sur la prise en compte du paysage dans les politiques d'aménagement (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Relance-de-la-politique-des.html>) et Ségolène Royal, la Ministre de l'Ecologie est attentive à ces préoccupations.

→ Questions

Alise Meuris, paysagiste : tous les intervenants parlent de très beaux projets de territoire avec des étudiants, comment on peut faire de l'empowerment du praticien pour continuer à faire ces pratiques dans des conditions possibles pour les praticiens ? Comment on fait pour ne pas être forcément dans le cliché du « chef d'agence » ? Peut-être pourrait-on faire une collection de projets fait avec les étudiants qui proposent des solutions concrètes ?

Odile Marcel : C'est ce que nous envisageons de conforter à travers nos demandes à Ségolène Royal. La reconfiguration du territoire ne va pas être laissé seulement aux ingénieurs. Le défi climatique sera peut-être un seuil de croissance de la démocratie.

Sandra Fiori : C'est vrai que quand on forme des étudiants nous ne sommes pas dans le monde réel. On forme aussi de futurs professionnels, il y a une forme de militantisme enseignant à travers ce que l'on peu proposer.

... On forme des futurs professionnels mais pourront ils le mettre en application par la suite, on a rarement les commandes publiques qui correspondent.

Agnès Berland-Berthon : c'est exactement ce que tu dis là qui doit faire l'objet demain après-midi de ce que l'on se donne comme objectifs et comme moyens, ce sur quoi on veut aboutir. Par rapport aux étudiants, à l'Institut d'Urbanisme, on a des étudiants qui sont partis et d'autres qui ont travaillé avec les italiens dans les institutions, ils sont dans une position intermédiaire. **Leurs positions vont assez loin et le fait qu'ils soient dans un statut étudiant permet réellement d'avoir le déclenchement d'un certains nombres de réactions, de questions d'acteurs institutionnels, justement parce qu'ils ne sont pas face à des experts.** Ils ont là un statut de médiation qui permet de progresser dans la dimension d'apprentissage pour eux et pédagogique dans la relation aux maîtres d'ouvrage.

(11) Serge Briffaud, enseignant à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux

→ Serge Briffaud revient en préambule sur le colloque de 1982 et l'article « mort du paysage ». Il y a eu une interrogation à ce moment là sur la culture commune du paysage. Au milieu des années 1980 : **quel sens**



peut-avoir la construction d'une culture du paysage ? La loi de 1993 est arrivée finalement assez rapidement sans que l'on ait défini une culture du paysage.

→ **La présentation d'une démarche de médiation environnementale par le paysage**

On ne part pas du principe que le paysage est bon. Il est aujourd'hui dangereux car support de création d'identités locales factices. Il est indispensable pour donner un horizon à l'environnement. Le paysage est un objet intermédiaire. Il permet d'éviter l'impasse qui réduirait l'environnement à la nature ou à un réservoir de ressources sans préoccupations écologiques. **Grâce à sa mise en paysage, l'environnement peut faire l'objet d'une construction démocratique.** « L'invention du paysage » est ce moment où le paysage semble tout d'un coup éprouvable, représentable. Ce moment est celui où l'on commence à reconnaître les traces de processus que le paysage semble capable de révéler en les faisant advenir dans le perceptible. **L'« invention » est ce moment où le paysage accède au statut de trace où il commence à refléter quelque chose qui n'existait pas avant. C'est cette invention qu'il faut rechercher dans nos pratiques : communication, construction collective d'une connaissance afin de ré-installer la complexité de l'environnement dans la matérialité perceptible du paysage et de recréer les conditions d'une prise de regard collective.** Ce discours n'est pas restaurateur d'une lecture géographique du paysage, la mise en paysage n'est possible que sur la base de scénarios paysagers focalisés sur un phénomène particulier : ex l'énergie. La thèse de Rémi Bercovitz dans deux mois présentera la focalisation de cette recherche sur la Sèvre niortaise et sera un moment de théorisation important de ce type de démarche.

(12) Romain Quesada, urbaniste, Bordeaux

→ **La manière dont vous orientez vos théories induit des pratiques. Des moments comme celui-ci sont des moments de transmission réelle.** L'étude présentée ici a été conduite avec des paysagistes, des environmentalistes, des experts en gouvernance locale et un expert foncier : une étude de paysage qui devait appuyer une stratégie foncière pour sortir un territoire de la déprise agricole. **La course au marché et aux concours peut générer de l'inertie dans les façons de penser mais elle est aussi une obligation à travailler en équipe pluridisciplinaire.** La maîtrise d'ouvrage avait l'exigence d'un travail horizontal ce qui impliquait en temps que mandataire d'être le traducteur, le passeur entre les uns et les autres.



EYSINES - ETUDE PAYSAGÈRE - PARC CARES
STRATÉGIE DE MISE A L'OUVRAGE - DOCUMENTS

SPS LA FABRIQUE PETROPOLITAINE DE LA CLUS
 EQUIPE LISIÈRES :
 ROMAIN QUESADA / urbanisme paysagiste / mandataire
 ZEA / paysagiste
 BIGDORÉ / environnement
 ARPEUTEURS / culture et participation citoyenne
 SCET / expertise foncière



→ Le Parc de Carres au Nord de Bordeaux en limite de la Jalle dont a parlé Daniela ce matin et en prise avec ce système, l'histoire agricole est encore connue et racontée. Sur cette zone de captage de source se sont développées toute une série d'activités économiques qui rompent la continuité avec la vallée.

La stratégie se fonde sur l'étude des persistances végétales et la manière dont l'homme utilisait le végétal. Le travail sur l'histoire du paysage est apparu comme le meilleur média de travail avec les personnes présentes sur le site. Il a aussi été nécessaire d'impliquer les services techniques qui parfois connaissent très bien le territoire et sont en capacité d'apporter plein de choses. Le problème était la complexité du parcellaire essentiellement privé ; les parcelles publique ont servi de point d'appui pour l'organisation d'un chantier collaboratif avec les techniciens municipaux et des jeunes en insertion. Le chantier s'est engagé sur un mode « semi-dirigé » où les décisions étaient prises ensemble sur le site : choix des arbres à conserver... Le robinier a été réutilisé comme mobilier, en l'écorçant l'un des agents municipaux a eu l'idée d'aller chercher le croc qui servait à son grand-père résinier dans les landes et le lien s'est fait avec les jeunes. Le paysage est devenu un élément que l'on partage sans en parler à travers la manière de toucher la terre, le bois, etc... Faire des colloques, écrire on y a pas tous accès reste dessiner, construire... En une semaine à 15 personnes, le regard sur ce site s'est transformé avec un apport des compétences des agents et à travers la mise en œuvre d'anciens outils. Les écorces récupérées ont servi à écrire le nom des arbres, nommer les arbres c'est aussi la manière de connaître le nom des arbres, de faire de la pédagogie à l'environnement.

Vendredi 29 mai 2015

En introduction à cette seconde journée du séminaire, Agnès Berland-Berthon rappelle qu'au delà de la figure tutélaire d'Alberto Magnaghi, c'est tout un mouvement de pensée qui s'est créé et qui franchit le rubicond entre le savant et le politique. Ce mouvement est habité, nourri et animé par une communauté de chercheurs, de praticiens, d'enseignants, d'associations de la société civile unis par une même quête : celle d'assurer l'avenir de nos territoires et de leurs sociétés dans une vision de « l'après-pétrole ». Guillaume Faburel exprimait hier cette quête par cette question : quel monde commun voulons nous construire ?

C'est la vision portée par l'école territorialiste qui nous réunit : celle qui propose d'expérimenter les théories à travers les expériences, d'explorer les modalités de production sociale du territoire, et d'offrir un projet alternatif à celui d'une métropolisation organisée selon un modèle centre-périphérie.

Pour cela, chacun-e des présents a pleine conscience qu'aucune de nos disciplines ne peut penser cela seule. La Biorégion est une construction transdisciplinaire, qui se trouve entre nos disciplines et au-delà d'elles. Les différents échanges et présentations d'hier ont révélé un accord culturel sur ces points. Ils vont nourrir les cinq ateliers qui vont permettre à celles et ceux qui se sont situés sur les axes de la cartographie territorialiste d'échanger entre eux. Avec l'objectif de nourrir de façon critique les intitulés proposés pour ces axes.

Elle précise l'objectif à atteindre à l'issue du séminaire : la réalisation d'un texte commun (manifeste) qui pose les bases éthiques du réseau ainsi que ses modalités opératoires (organisationnelle et financière). Elle propose sur ce dernier point que soit étudiée l'hypothèse de répondre à l'appel à projet de l'ANR MRSEI (Montage de réseaux scientifique européens et internationaux) dont l'échéance est fixée au 9 juillet 2015 et qui permettrait au réseau territorialiste d'accéder à un financement de 50 000€ (18 mois) et de le positionner au niveau européen et international.

C'est dans cette perspective que l'équipe portugaise de la commune de Gaia est accueillie dans ce séminaire pour présenter ses travaux en cours.

Le projet de régénération pour la commune de Vila Nova de Gaia

→ **Daniel Couto et Suzanna Madureira présentent leur projet de « Stratégie de régénération urbaine pour la commune de Vila Nova de Gaia » (Portugal)**

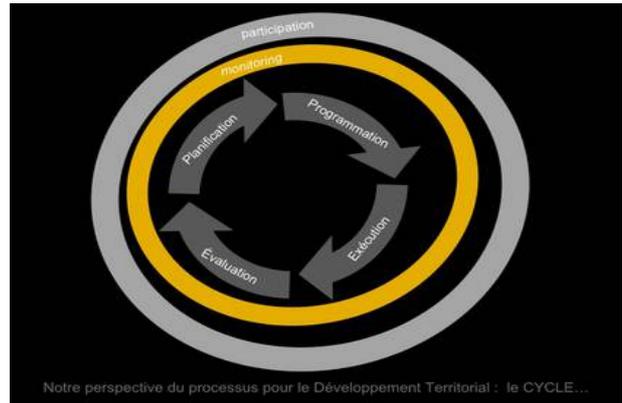
Vila Nova de Gaia est une commune de 302.000 habitants de la Zone Métropolitaine de Porto (18% de la population métropolitaine). Le territoire municipal de Gaia occupe environ 165 km² dans la marge sud do Rio Douro, devant la ville de Porto, et s'étend sur 25 km le long du fleuve et sur 15 km le long de la côte atlantique.



Que faisons-nous ?



aménagement et planification stratégique du territoire



→ La Stratégie de Régénération Urbaine de Gaia prend appui sur la crise économique actuelle (ralentissement de l'activité immobilière et du processus d'extension urbaine) pour concevoir un nouveau projet de planification fondé sur les qualités patrimoniales, matérielles et immatérielles, du territoire. La « régénération » est conçue comme une « intervention territoriale intégrée », qui associe « réhabilitation » (matérielle) et « revitalisation » économique, sociale et culturelle (immatérielle). L'identité des lieux et les valeurs paysagères, historiquement re-connues ; l'espace public comme structure de continuité, constituent les vecteurs stratégiques de la démarche de planification conduite à Gaia.

→ Questions

Jean-Marie Billa : il faut simplement retenir cette dimension immatérielle qui est très présente avec la prise en compte du paysage. Est-ce que c'est une pensée un peu territorialiste ?

Alberto Magnaghi : ce projet fait apparaître la participation au début mais après on ne l'a pas apparu. La participation est très liée à l'auto-soutenabilité, à l'auto-gouvernement de la région. Il faut penser à ce processus avant le projet et l'utiliser comme une forme de décision structurelle et permanente. Ici on ne comprend pas comment elle est réalisée mais il paraît opportun de la réaliser dans la phase de connaissance. La connaissance et la reconnection de la population avec le patrimoine est fondamentale sinon les habitants ne sont pas en capacité d'évaluer le projet si ils ne sont pas conscients de leur patrimoine. La plupart des processus de participation partent de la proposition d'un projet par les administrations qui le montrent à la population d'un quartier... et les habitants ne sont pas en capacités d'évaluer les choix de l'administration.

Un autre point qui pose question c'est la connexion entre le réseau écologique, l'eau et l'agriculture, pacte ville-campagne entendu comme une possibilité de ré-organiser le rapport entre ville et campagne.



Ce projet est fortement caractérisé par la présence des infrastructures ferroviaires mais assez peu des infrastructures écologiques. Même le polycentrisme semble ici très important. Il est très important de caractériser des réseaux de villes de fonctions, de complémentarité, d'échange, sinon le polycentrisme reste géographique et pas un polycentrisme comme spécification des différentes identités locales des villes avec leur territoire, à travers le milieu. Cela permet ainsi que le polycentrisme soit une organisation de réelle de tout le territoire avec la spécificité de chaque nœud du réseau, chaque situation spécifique doit devenir une réalité culturelle, productive différente.

Daniel Couto : la ville avant avait un certain localisme avec cette uniformisation du plan directeur cela a été perdu pour avoir une seule municipalité. La ville et les 24 communes ce sont des gens qui viennent pour travailler à Porto et transforment la ville en dortoir. Le polycentrisme existait avant

Jean-Marie Billa : Il y a une identité historique des paroisses. Gaïa qui réunit Villanova et Gaïa a deux identités. L'effet qu'a décrit Daniel est un effet indirect pervers de l'Europe car les méthodologie inspirées par l'uniformisation européenne conduisent à cela.

Suzanna Madureira : dans ce système de référence il y a aussi des vallées intérieures et Atlantique qui intègrent les lieux urbains. Le système d'occupation du littoral Nord est dispersé car il suit l'infrastructure des voiries.



Daniel Couto : sur la participation, il y a un problème avec **les maires qui ont un raisonnement de type urbain. Nous devons faire de la pédagogie sur la question environnementale.** Les grandes préoccupations ne sont pas là mais ce sont celles des mobilités. Le patrimoine est quelque chose conçu comme un obstacle. A l'origine les habitants de Gaïa sont une population urbaine pas agricole. Il faut démontrer à ces gens que le lieu où ils vivent est très ancien. La chance de

Jean-Marie d'avoir été maire à Saint-Macaire, comme il est enseignant d'architecture il a introduit la connaissance, il a introduit l'esprit du lieu à Saint-Macaire. Il a été courageux en temps qu'élue de prendre un discours culturel.

Ghislaine Deymier: vous avez posé la question de **la mobilité urbaine, sur quelles données vous basez-vous ?**

Daniel Couto : la mobilité romaine est un autre grand enjeu. Les voies vont toutes converger pour traverser le fleuve. La voirie nationale traverse et cela facilite un peu mais les problèmes sont ceux des transports en commun, des transports individuels. Il y a beaucoup de problèmes au niveau métropolitains : le tramway, le métro, il n'y a que 4 km. Les traversées du Douro sont difficiles et la voie ferrée n'est vraiment pas un transport en commun.

Christian Tamisier: ce projet est séduisant par la maîtrise des concepteurs architectes, urbanistes sur le territoire mais peuvent ils être les jalons pour transmettre une conscience de lieu pour que les nouvelles populations issues d'un brassage ré-interprètent.

Odile Marcel : dans Race et Histoire, Lévi-Strauss s'interroge sur pourquoi ce sont les européens qui ont développés la démocratie ? Peut-être que c'est parce qu'il y a des

centres culturels très dispersés avec le même bagage culturel : habités par les mêmes préoccupations de la Suède à la Hongrie. On est tous pris dans des défis avec avec des grandes similitudes dans les démarches et certains ont beaucoup plus que d'autres développé des méthodologies à cause de certains aspects culturels : en France sur des questions de paysage, avec la légitimité du politique. On a encore du travail mais faisons le ensemble car nous avons chacun à apporter quelque chose et c'est impressionnant comme nous sommes de la même communauté, même si nous n'avons pas les mêmes langues.

Jean-Marie Billa : C'est une confrontation réelle, ce n'est pas une démarche territorialiste au sens propre du terme et puis c'est le deuxième PDM, il y a donc une rupture de méthodologie. De plus au Portugal, l'enseignement en urbanisme n'a été créé à Coïmbra qu'après la Révolution des Oeillets.

Suzanna Madureira : Sur la question de la participation nous sommes au début de l'aventure de la gouvernance dont nous avons parlé hier et les lacunes de ce travail sont un défi pour nous et il va évoluer.

Ateliers de réflexion/proposition en référence à la cartographie territorialiste

Cinq groupes sont constitués, en référence à la « carte de communauté » réalisée collectivement la veille, pour construire un échange critique autour des intitulés de chacun des axes et les nourrir de leurs propres réflexions et travaux. Un rapporteur est désigné par chaque groupe pour restituer dans un second temps à l'ensemble des participants les questionnements issus de ces débats.

Atelier 1 Pacte ville-campagne et ville des proximités (Yvon Le Caro, rapporteur)

Synthèse réalisée par ABB à partir des notes d'atelier transmises par YLC

► Ville et campagne : complexité des termes recouvrant des réalités différentes selon les situations locales. Ville/campagne : diversité de la nature des rapports entre ces deux milieux habités qui ne fait pas sens dans la ville diffuse où le rapport ville/nature prend le pas.

► Notion de pacte : inter-territorial quand ville et campagne se retrouve au sein du même territoire politique. Référence à une « démocratie dissymétrique » (question des modes de contractualisation entre une agglomération urbaine et un EPCI rural où se trouvent les captages d'eau pour la grande ville ?)

► Comment contrer sans la nier la force des « images » métropolitaines ?

► Contenu du pacte : ville des proximités vs ville de mobilités. Quels seraient les contenus d'un pacte entre territoire métropolitain et territoires périphériques ? De quelle nature serait ce pacte ? Écologique, économique ? Le parc agricole est à réfléchir en termes de services marchands et non marchands (fonctions à identifier et à re-connaître).



Atelier 2 Patrimoine territorial et biens communs (Pierre Donadieu, rapporteur)

Texte (non approuvé) écrit après un échange entre praticiens, chercheurs et un ancien élu

Que faire quand le *commun* n'apparaît pas dans un projet d'aménagement ? Comment construire une démarche patrimoniale d'aménagement ?

Deux processus de constructions de communs (matériels et immatériels) doivent être distingués : la mise en patrimoine de ce qui est déjà là, mais pas ou peu valorisé, et la mise en *communs* qui est un récit possible des liens aux lieux (invention narrative).

Ces processus sont ceux qui permettent d'entrer et de sortir des tensions et conflits de construction d'un territoire en coévolution. Dans ce contexte deux sortes de patrimoines émergent : le patrimoine des experts (historiens et paysagistes notamment) et le patrimoine populaire (expertise sociale des narrateurs).

L'invention des communs territoriaux est liée à celle du patrimoine matériel correspondant. Leurs caractères paysagers sont alors des facteurs d'identification, dont le récit interprétatif et la longévité varient avec les acteurs territoriaux qui s'en saisissent.

Atelier 3 Polycentrisme et «ville des villes» (Emmanuelle Bonneau, rapporteur-e)

Les thèmes de discussion ont été choisis selon ceux exprimés dans les post-it

► Métropolisation, ville des villes : nécessité de définition des termes

Polycentrisme contre métropoles ? Le polycentrisme est conçu comme une forme éco-spatiale du développement alternative à la concentration métropolitaine qui vide de leurs ressources les villes moyennes et les petites villes. Il complète le dispositif métropolitain des régions urbaines en réinventant un maillage territorial complexe ancré sur les « niches » qualitatives (socio-économiques, environnementales et culturelles) des localités habitées. Contre-modèle ou complémentarité ?

Les difficultés d'un développement endogène, de l'élaboration d'un référentiel pour des « rapports écosystémiques soutenables », de la gestion raisonnée du mécanisme de « zonage socio-économique » lié aux logiques foncières, des arbitrages politiques, sont soulevées par la question de la « ville des villes ».

► Comment inverser le tabou de la hiérarchisation des villes ? Le polycentrisme est un impensé territorial alors qu'il est en même temps un implicite territorial.

► Mixité et ségrégation socio-spatiale

Ces termes renvoient à nouveau aux phénomènes de concurrences territoriales, des effets pervers des politiques de mobilités qui font mourir des villages en les transformant en villages-dortoirs (nouvelles banlieues). Les effets des équipements en faveur d'une plus grande mobilité ne se traduisent pas forcément par un développement plus équilibré du territoire (ex de la rive droite bordelaise).

► Comment valoriser les spécificités locales, quels types et formes de fonctionnalités constituer pour y parvenir ?

► Contrat/conscience territorial(e)

Le défaut d'ingénierie territoriale des territoires ruraux (fragmentation des espaces ruraux, consommation des sols supérieure aux espaces urbains), les effets pervers des politiques de l'État sur l'abandon des terres agricoles (ex de la ville de Créon, 33, qui a encouragé les primes à l'arrachage



pour faire des lotissements), l'absence d'une véritable « politique agricole locale spatialisée » qui intègre les différentes dimensions de l'économie agricole sont soulignés comme des conditions d'action défavorables à la mise en œuvre d'une « ville des villes ».

Comment mobiliser les observatoires du foncier existant (Département Gironde), les outils réglementaires (PPEANP), les MAE (mesures agro-environnementales) pour servir la construction d'un contrat territorial portant sur l'équilibre entre économie agricole et urbaine ? (L'exemple de Genève est cité comme référence d'une conception d'un projet de territoire intégré).

► Comment construire une autre conscience territoriale fondée sur la conscience d'habiter la même « maison » ? Comment fait-on évoluer la conception que l'on a de notre territoire et de ce qui nous lie aux autres ?

Conclusion sur le défaut actuel de volonté politique et d'outil méthodologique pour construire un nouveau contrat territorial.

Atelier 4 Construction du processus de co-évolution (Catherine André, rapporteur-e)

La discussion entre les participants s'est organisée ici librement, sans référence aux post-it

► De quoi parlons nous ?

La co-évolution : serait une relation mutuelle de type coopération /collaboration entre la société et l'environnement – pris dans le sens de milieu – marquée par un usage durable (et démocratique) de la ressource.

Cette co-évolution est pensée comme un processus donnant lieu à un avantage car dans l'établissement de la relation à bénéfice réciproque, de nouvelles compétences apparaissent donnant un avantage certain au couple environnement/société dans un contexte de changement.

Dans tout processus co-évolutif (vision biologiste) il y a un avantage à être en relation chez les deux partenaires impliqués. C'est donc une relation par équilibre dynamique, par hybridation. Se pose alors la question du ré-ancrage, du ré-établissement du collectif. Quelles sont les ressources minimales à mettre en commun et comment ? Est ce que toute forme de co-évolution peut exister au sein de la biorégion ou pas ?

► La co-évolution correspond-elle à une échelle spatiale ?

Le principe collaboratif peut être étudié au sein même de la biorégion par l'analyse des forces vives territoriales (elles sont de diverses natures : humaines, culturelles, naturelles, organisationnelles, etc.). Mais les biorégions ne sont pas des isolats, elles sont également reliées entre elles, ce qui pose la question des types de relations entre bio-régions, de leur nature et de leur gestion.

La condition première : apprendre à faire avec la nature, le soin apporté aux fonctionnalités écologiques peut être l'acte directeur du processus. Des petites expériences remarquables existent dans les lieux d'intervention : reconstruction énergétique, alimentaire, capacité à réinvestir les lieux, à réapprendre à habiter son territoire.

Que nous racontent ces expériences ? Qu'ont elles en commun ? Qu'est ce qui les différencie du point de vue de leur niveau de développement, de leurs impacts territoriaux ? Quels indicateurs qualitatifs pour mesurer ces effets territoriaux dans un objectif de soutenabilité ?

► Bilan

La condition : maintien/développement des fonctionnalités écologiques (services environnementaux et de la biodiversité)

Les moyens : réactivation de la conscience du /des lieu(x) : entre nomadisme et sédentarisation des activités et des humains (communauté)

Objectif : développer les économies de proximité : économie du lieu par le « care » et le lieu comme fondement économique, l'ensemble étant collaboratif et en équilibre co-évolutif.

Atelier 5 Gouvernance et auto-soutenabilité (Guillaume Faburel, Makan Rafadjou, rapporteurs)

Débat sur les conditions de la mise en place du réseau territorialiste français

Agnès Berland-Berthon sollicite Alberto Magnaghi au regard de son expérience dans la constitution du réseau italien.

Alberto Magnaghi **Le but est de construire une ébauche de manifeste élaborée par le comité que l'on va former et qui sera envoyé à chacun de façon à ce qu'il soit un document collectif** afin que chacun de ceux qui font partie de ce réseau soit d'accord avec ses principes. Ce sont des associations volontaires mais qui doivent être partagés par tous.

D'autres documents peuvent servir à cela : les cinq rapports des ateliers, **le document de P.Donadieu « quelques idées pour la constitution d'un réseau territorialiste en France »**, **M.Rafadjou « oser enfin la qualité altro-métropolitain »** écrit après la réunion de Paris contre le Grand Paris, et qui expose des idées générales qui peuvent être utilisées, un document préparé pour la dernière réunion à Paris et qui porte sur la réorganisation des grandes métropoles, une lettre d'Agnès avec des précisions utiles, une lettre de Yvon de Caro avec des points intéressants.

Il est important d'avoir rapidement un site. Nous avons proposé en atelier d'avoir **un site d'observation de toutes les formes d'auto-organisation dans les territoires**. Pas seulement de situations urbanisées, de comportements sociaux qui nous intéressent **pour former une contre-géographie de référence de notre discours méthodologique**. Il est important de commencer ce travail dès maintenant. Il dépend de l'expérience de chacun dans chaque ville. Nous avons un site en Italie, qui peut héberger temporairement ces expériences (un lien autonome du réseau français).

Nous avons dans notre site un « observatoire des bonnes pratiques » qui peut être utilisé (<http://www.societadeiterritorialisti.it/>)

Mon opinion est que nous pourrions faire un petit comité qui écrive, organise et propose le cadre d'action du réseau. Le manifeste ne doit pas dire seulement ce que nous voulons de la société mais aussi la référence à ce que nous faisons dans les universités et fasse une analyse des questions qui se posent dans le territoire français pour positionner l'initiative dans ce cadre.

Agnès Berland-Berthon Réseau et site internet : est ce que ce n'est pas dès maintenant la préfiguration d'un réseau international ? **Réseau français, cela signifie que chacun a en charge de développer, de compléter le réseau dans sa région avec différents types de participants, professionnels, associations, étudiants, doctorants, avec ses partenaires de travail**. Objectif est aussi de **produire une pluri-connaissance** et une

connaissance partagée entre nous, d'augmenter le nombre de projets de recherche multipartenariaux et l'utilité sociale de nos travaux. **L'annuaire a déjà du sens, et doit être poursuivi et qu'y soient ajoutés les réseaux de chacun à l'international qui est une ressource pour le projet d'ANR.**

Guillaume Faburel : **Fixer un calendrier : début juillet pour l'ANR, le prochain temps d'échange de séminaire et en fixer le lieu. Mais il semble intéressant d'investir les lieux d'un sens problématique spécifique.** Marseille ce matin, Rennes, etc. La question métropolitaine aurait du sens à Lyon, sans vouloir enfermer chaque lieu dans une thématique donnée. La question de la gouvernance, ce qui ne veut pas dire diriger, réguler, mais organiser, et du calendrier sont premiers sans attendre que le texte du manifeste soit validé par tous, que les CR des ateliers soient validés.

Les collègues de l'école d'architecture organisent quelque chose en octobre autour des biens communs, l'intelligence des mondes urbains, la ville numérique, les smart greens, autour de l'urbain planétaire, du fait métropolitain, il y a vraisemblablement quelque chose à faire. **On peut envisager que début 2016 on organise à Lyon quelque chose autour des problématiques territorialistes.**

On n'a pas encore assez discuté par moment sur les concepts. Il y a une grammaire, un lexique qui permettrait de qualifier dynamiquement car les catégories proposées pour les ateliers ont eu une certaine performance mais il y a de nombreux chevauchements et porosités, tensions entre les thèmes. Un travail de « mise en grammaire », un commun du commun, et deux, trois sujets, qui pourraient être des moments des prochains temps d'échange. Qu'est ce que la métropole, qu'est ce qu'habiter, qu'est ce qu'un habitant ? On en parle tous, on les positionne très en amont, très bien mais comment fait-on, quelles sont les ressources ? Comment nous situer nous-mêmes dans nos recherches. En économie ils les mettent en statistiques, en sociologie, en individus, ça réinterroge nos manières de produire du sens. **Les notions sont à travailler.**

Xavier Guillot : il y a des mots de la ville, il existe des mots du territoire. On parle souvent de la même chose en utilisant des mots différents. Si le site est européen c'est encore plus nécessaire. **Un travail d'explication des objets dont on parle.**

Alise Meuris: **il va y avoir des productions collectives, je souhaitais vous proposer le principe des copy left, créative commons, débat sur la propriété intellectuelle.** Le copy left est un copy right qui dit « vous n'avez pas le droit de mettre votre copy right dessus ». C'est un copy right qui bloque le copy right, les créative commons : « une organisation qui permet d'encourager de manière simple et licite la circulation d'échanges, qui permet de partager le travail et enrichir le patrimoine commun de la culture, d'informations accessibles librement ». **Cela permet aussi de garder trace de l'histoire de la constitution d'une œuvre.**

Christian Tamisier : **il y a des enjeux et potentiels de faire quelque chose à Marseille.** Région à énormes enjeux, complexe et cloisonnée, divisée y compris entre les institutions et leurs projets. Tout cela est atomisé et le territorialisme permettrait une mise en synergie d'une partie des compétences. **L'Etat a en projet de réunir l'école d'architecture, du paysage, et l'institut d'urbanisme dans un même institut méditerranéen des villes et des territoires.** Ce serait une occasion de proposer une orientation que personne n'est en mesure de proposer. C'est un enjeu stratégique urgent à prendre les devants. L'objectif d'organiser un colloque en 2016 ou 2017.

Romain Quesada : Il y a **pour les praticiens un enjeu à trouver avec vous, chercheurs un bon moyen de communication, d'échanges**. Il ya aussi chez les praticiens des mouvements de pensée différents. Recherche –action, action-recherche ?



Bernard Blanc : comme cela a été dit hier, **la théorie doit s'expérimenter**. La césure est marquée entre théorie et pratique, chercheur et société. **Mais on peut aussi avoir une pratique et une action. Comment la met-on au crible de la théorie territorialiste dans le cadre de la mise en réseau de façon à bien manier les concepts ?** Comment peut-on vérifier que l'on manie bien le cadre ? Est ce tout le réseau qui est comité de lecture de la pratique ? Comment mieux me saisir de ma pratique au travers de ce cadre de lecture ? J'ai envie de débattre sur le sens des concepts (biens communs, etc) **Beaucoup d'universitaires sont coupés du terrain et n'ont pas de mise en pratique de leur pensée. Il faut aussi définir le « terrain ».**

Guillaume Faburel On a tous un terrain

Béatrice Mariolle. **Le lien entre recherche et projet est extrêmement important**. Ce débat est virulent dans le cadre du doctorat en architecture. **C'est intéressant de voir qu'en Italie le projet participe à la recherche et réciproquement**. Ce qui permet de se poser des questions que l'on ne peut pas se poser dans le milieu scientifique tel qu'il est construit aujourd'hui.

La conférence Climat et l'atelier du Grand Paris pourrait accueillir une table-ronde.

Guillaume Faburel : **cela pose la question du rapport aux institutions**. L'atelier du Grand Paris réunit tous les grands cabinets d'architecture et d'urbanisme qui pensent la ville aujourd'hui. **Si on pense une alternative, s'il s'agit de s'engager autrement, jusqu'où on va vis-à-vis des institutions ?**

Pierre Donadieu : **on n'a pas encore un langage commun. Il faudrait définir le périmètre des thèmes**. On en a abordé certains mais d'autres ont été oubliés et on a un périmètre plus vaste que celui que l'on imagine. On a traité beaucoup de la fabrique urbaine ou rurale, de la question du vivre ensemble, des démarches patrimoniales productrices du bien commun. **On n'a pas parlé des réseaux écologiques, des SRCE, qui est un des éléments aujourd'hui de structuration des régions métropolitaines. On n'a pas beaucoup parlé de la territorialisation des circuits de production alimentaire qui est une façon de produire du territoire sur des bases que les habitants ressentent immédiatement : se nourrir sainement. Ni de l'économie territorialisée : est-on dans le solidaire, le circulaire, l'équitable, quels sont les choix et comment les habitants vont refonder le vivre ensemble avec tous ces thèmes qui n'ont pas été clairement abordés. Ce sont des notions importantes à citer dans le manifeste. Le manifeste, c'est un ensemble de thèmes interactifs. L'observatoire peut permettre de savoir de quoi nous traitons, avec quelle philosophie, avec quel débat critique on les aborde ? L'observatoire est-il un mot-clé du système à construire ?**

Yvon Le Caro **La capacité qui s'exprime ici de faire intervenir des acteurs**

professionnels est une capacité féconde qui alimente les discussions. On n'est pas dans une dissymétrie. Le site internet permet de diffuser les pratiques avec des 4 pages (présenter le résultat d'une expérience), 8 pages (présenter le croisement de deux expériences) qui sont ce que l'on a envie de transmettre et pas « ce que l'on a fait ». Se donner comme idée que plutôt de faire un observatoire qui irait chercher l'observation demande une grosse ingénierie, on peut se dire que l'on se donne comme objectif de **rendre accessible l'information sous un format dont on peut discuter. C'est une manière de capitaliser les travaux de tous. Et de faire remonter dans un observatoire les pratiques de professionnels peu habitués parfois à des assemblées comme celle-là,** une mutualisation de l'info en respectant les droits d'auteur de chacun.

Catherine André **Dans l'atelier co-évolution, on s'est posé la question du rapport entre société et environnement, et on a posé des réponses en terme d'économies de proximité et de conscience des lieux, ces deux aspects de la question permettent de formuler la question de l'économie du lieu, le lieu vecteur d'économie.** C'est un couple en soi. Ce qui renvoie peut-être à la question des réseaux écologiques, dont il faut prendre soin. **Quelles sont les conditions favorables aux équilibres, à une co-évolution dans le sens de coopération ?** Ces conditions pourraient être observées à partir des expériences remarquables qui se font de manière moins institutionnelles et de



leur légitimité. Est-on obligé de passer par l'institutionnalisation pour légitimer ? Il existe dans tous les territoires des expériences de mise en réseau d'acteurs, notamment une activation importante de Pré-cop 21 par exemple.

Ophélie Touchard. **Ce qu'on pourrait définir c'est le positionnement et la méthode : utilité sociale de la recherche, recherche-action, le rapprochement des universités et des professionnels.** Les sites de

projet sont des « sites » sur lesquels peuvent intervenir aussi bien des universitaires que des professionnels. Et de **valoriser des méthodes existants entre recherche-action qui sont les thèses en CIFRE** qui est une ressource de médiation entre universitaires et acteurs professionnels très importante et pas suffisamment valorisée. C'est un positionnement qui pourrait être inscrit dans un manifeste.

Yvon Le Caro Les regards extérieurs sont une grosse ressource pour un réseau de recherche comme celui que l'on est en train de monter.

Guillaume Faburel : **Proposition que lors du prochain séminaire, il y ait un jour avec un terrain qui serait porté par des praticiens qui viendraient « incarner » la diversité des rapports au terrain et qui nous feraient discuter sur le lieu et à partir de lui.** Ce qui permettra de discuter du passage de la théorie à la pratique, de la diversité des savoirs qui sont en tension, des formes de regards et de représentations qui se jouent sur cette initiative et ce qu'on en fait après concrètement pour l'exemplifier, la mettre en visibilité, etc. **Une autre chose, engagée par le ministère de l'écologie : les ateliers expérimentaux paysage territoire transition depuis 6 mois.** Ils n'ont plus d'argent pour mettre dans un programme de recherche « paysage et développement durable » et ils ont récupéré des queues de budget : en 2016 il y aura 4 ou 5 ateliers itinérants de recherche-action sur les thématiques de paysage, territoire et transition. Je fais partie du comité de

pilotage, les sites commencent à être identifiés et il y aura des binômes en portage acteur-praticien-chercheur, les sites commencent à être repérés. On pourrait se greffer. La fédération nationale des CAUE est associée, celle des PNR également, il y a un site, un forum et un forum.

Alberto Magnaghi La proposition de Guillaume est ce que nous avons fait pour notre congrès national de la SDT en Italie. Le premier a été sur une ferme sur le fleuve Ticino près de Milan, sur l'expérience des nouveaux réseaux agricoles et alimentaires, avec les agriculteurs, la ville. Le second jour nous étions dans une salle de congrès afin de réfléchir sur ces expériences. Le second congrès a eu lieu à Rome et nous sommes allés à Cordiale, qui est



un quartier de périphérie où on a visité et discuté sur la question des biens communs, sur l'organisation de la ville sur le thème « réorganiser l'urbanité de la ville ». Le troisième congrès de Turin a été précédé par une visite à Val Di Suza avec les nouvelles expériences de retour à la montagne à travers plusieurs expériences dans la vallée avec des agriculteurs, des économies locales nouvelles fondées sur le rapport entre les petites mairies et les artisans, la récupération de la terre, de la forêt, etc. **C'est la méthode la plus juste que nous retenons pour créer concrètement ce rapport entre l'expérience à tous les niveaux, spontanée, organisée, et notre réflexion.**

C'est très important que l'organisation de ce réseau se fasse à travers le renforcement de groupes régionaux, comme Agnès le disait. Un vrai polycentrisme ce n'est pas seulement avoir des réseaux entre villes et régions mais à qualifier ces réseaux à travers les particularités identitaires, paysagères, économiques. Car le patrimoine est le résultat d'un long processus de stratification de biens culturels, naturels, de processus de civilisation. Ce que nous vivons aujourd'hui découle de cela. **Chaque patrimoine patrimonial est différent de région à région et il faut exalter ces différences comme base de notre réseau.** Cette exaltation nous porte à un réaliser un véritable réseau polycentrique ; sinon le polycentrisme est seulement un nom réduit à faire le TGV entre Bordeaux et Lyon, mais ce n'est pas cela notre objectif.

Sur la question du réseau écologique, ce ne peut pas être un thème isolé, comme la fonction des réseaux agro-alimentaires par rapport à la ville, la prise en considération des réseaux écologiques fait partie intégrante de la biorégion, la nature ne peut plus être prise en compte comme une question sans rapport avec l'économie territoriale.

Nous sommes en train d'organiser **un séminaire avec tous ceux qui se sont occupés en Italie de développement local** et faire une confrontation avec les études sur le développement local qui sont nées en Italie à partir des districts industriels vers les années 70, 80, qui ont construit le « made in Italy » et le rapport entre l'usine diffuse et la communauté locale. Nous allons parler d'une nouvelle phase de notre génération de développement local qui procède du *local food*, de la réorganisation de l'économie à partir de l'agriculture et qui va exercer un rôle complètement différent dans le futur de celui qu'a eu la société industrielle. Ce séminaire va agréger le développement local à l'agriculture et au réseau écologique et le rapport ville-campagne comme une nouvelle phase de l'économie locale.

Luc Doumenc. **Il y a un travail sur les cultures, sur les langues, une autre question sur le genre** : beaucoup de femmes participent à cette assemblée, et peu à la tribune et c'est aux hommes de le dire. On parle de diversité et d'auto-gestion mais dans les faits ce n'est pas ainsi. On peut porter des choses précises, on a parlé d'observatoire, on pourrait **parler aussi de lieux de ressources nécessaires sur chaque commune pour travailler sur les problèmes du territoire, de la ville, d'auto-gestion**, de participation. Dès qu'on travaille de façon militante on n'a pas de locaux, de matériels, d'information.

Yvon Le Carro **On a des axes de travail concrets : le manifeste, l'annuaire, le glossaire, le site internet, la prochaine réunion à Lyon, l'idée d'associer le réseau à des événements externes**. Sur ces axes de travail ce serait bien d'avoir des petites équipes et qu'on fasse un appel à candidatures très clair et que personne ne se sente exclu, et qu'on parte chacun avec un pensum. **Pierre Donadieu est d'accord pour participer à un groupe de rédaction du « martyr » du manifeste** pour qu'on le discute après. **Pour internet, quelle ingénierie, je suis intéressé à le penser**.



Agnès Berland-Berthon **Il y a également la veille sur les appels à projet** qu'il est important de partager, qui sont des occasions de travail et de réflexion communs. La veille sur les expériences ? Qui est prêt à s'en charger, au moins pour commencer ?

Xavier Guillot **L'idée de nous positionner au niveau européen me semble une belle idée car cela élargit les échanges et cela pose la question du manifeste français par rapport à d'autres manifestes** qui seraient réalisés par d'autres pays. Faut-il un supra-manifeste européen qui serait décliné différemment selon les régions. Le chantier serait alors de travailler de façon simultanée sur les deux. Il y a des spécificités françaises par rapport à l'Italie, que ce soit dans les modes de gouvernance, dans les méthodologies de projet, les recherches. Si l'on crée un réseau européen, il faut bien qu'il y ait quelque chose en commun.

Emmanuelle Bonneau Par rapport à l'observatoire des pratiques, on a la chance d'avoir ce contrat de recherche Biorégion qui va nous permettre de capitaliser des expériences. Xavier a le réseau rural, il doit exister des bases d'observatoire. On peut commencer à repérer ce qui a déjà été mis en place, ne pas partir de rien et capitaliser en géolocalisant et le mettant sur internet.

Guillaume Faburel **Ne pourrait-on pas commencer par capitaliser les travaux d'étudiants, les travaux de recherche**. Rien qu'avec cela on couvrirait déjà le territoire assez largement. Ce qui n'épuise pas du tout la question des initiatives. Cela donnerait à voir les polarités thématiques, c'est sécant avec les initiatives. **Il n'y a pas de plateforme aujourd'hui qui recense ce qui a été fait sur les territoires dans les écoles d'architecture, de paysage, et d'institut d'urbanisme**. Et qui sont des travaux qui ont forcément été menés avec voire par des praticiens. Ne serait ce que prendre les ateliers, avec deux ou trois critères.

Alise Meuris : **c'est possible à partir où le cadre est donné et que chacun mette les projets de ses étudiants**.

Agnès Berland-Berthon Le cadre est à construire dans un temps court. Les 5 compte-rendus peuvent me parvenir, ils seront associés au compte-rendu ainsi que les documents existants (contributions).

Romain Quesada **On pourrait faire un « laboratoire-épreuve » chercheur-praticien pour prendre la mesure de ces dialogues qui nous animent et savoir si c'est territorialiste.**

Agnès Berland-Berthon **On va commencer à construire avec Bernard Blanc, Philippe Madec, celles et ceux qui le souhaitent un groupe de travail local sur ce que j'appelle la « recherche-projet »** en référence avec ce que développe l'école territorialiste et qui tente de transgresser la dichotomie entre recherche et pratique. Tant dans le sens de l'utilité sociale de la recherche que de celui de l'utilité scientifique des pratiques. Je souhaite commencer par cela ici, et la Biorégion nous permet de le faire.

Le manifeste sera amorcé par Pierre Donadieu (et Makan ?), le prochain séminaire est organisé à Lyon par Guillaume Faburel, le site internet avec Yvon et Alise Meuris, un projet d'observatoire régional couplé à l'annuaire (ABB et B.Mariolle). Un premier bilan de ces actions pourra être fait lors du colloque Biorégion en 2016 qui se tiendra à Bordeaux à l'issue de la recherche. La veille sur les projets scientifiques peut être un travail intéressant à réaliser par Ophélie et Emmanuelle. Le glossaire : Xavier et David Fanfani.

Merci à tous, merci à Alberto pour l'héritage transmis, ou le patrimoine plutôt.



LISTE DES PARTICIPANTS 28 et 29 MAI

NOM	PRÉNOM	ADRESSE @	PROFESSION
ANDRÉ	Catherine	Catherine.Andre@u-bordeaux-montaigne.fr	PRAG Biologie IATU, Bordeaux
ANDRÉ-LABAT	Véronique	Veronique.Andre@u-bordeaux-montaigne.fr	MCF Géographe, ADES, Bordeaux
BAGGIO	Patrick	agence@baggio-piechaud.com	Architecte et urbaniste, Bordeaux
BALUEL	Sophie	sophiebaluel@gmail.com	Etudiante M2 IATU, Bordeaux
BANZO	Maïté	mayte.banzo@u-bordeaux-montaigne.fr	Pr Géographe, ADES, Bordeaux
BERLAND- BERTHON <i>Organisatrice Bordeaux</i>	Agnès	agnes.berland-berthon@u-bordeaux- montaigne.fr contact@societedeterritorialistes.fr	MCF Urbanisme, IATU, ADES, Bordeaux
BILLA	Jean-Marie	jeanmariebilla@orange.fr	Architecte et urbaniste, MA ENSAP, Bordeaux
BLANC	Bernard	b.blanc@aquitanis.fr	Directeur Général AQUITANIS, Bordeaux
BONNEAU	Emmanuelle	emmanuelle.bonneau@free.fr	Paysagiste et urbaniste, doctorante en urbanisme, IATU, ADES, Bordeaux
BRADEL	Vincent	vincent.bradel@nancy.archi.fr	Architecte, MA ENSA, Nancy

BRIFFAUD	Serge	serge.briffaud@bordeaux.archi.fr	Pr. Paysagiste ENSAP, ADES Bordeaux
BRUNET	Bernard	bernardbrunet@free.fr	Paysagiste, plasticien et urbaniste, ens. ENSAP Bordeaux
BUCHELI	Hélène	h-bucheli@aurba.org	Ingénieur environnement Urbaniste AURBA Bordeaux
CASTELLAN	Céline	c-castellan@aurba.org	Paysagiste, AURBA, Bordeaux
CHABOUSSIE	Marion	chaboussie.m@orange.fr	Étudiante M2 IATU Bordeaux
CHAMBELLAND	Benjamin	contact@collectif-alpage.fr http://www.collectif-alpage.fr/-/Pr%C3%A9sentation_alpage.html	Paysagiste Collectif Alpage, Bordeaux
CHARROUSSET	Agnès	a.charousset@gmail.com	Urbaniste, ACIME, Bordeaux
CHERY	Philippe	philippe.chery@agro-bordeaux.fr	Pédologie - Géologie et Géomatique, MCF Bordeaux sciences agro
COT	Christine	christine.cot@gironde.gouv.fr	Responsable de la mission observation et stratégies territoriales DTM Gironde
COUTO	Daniel	danielcouto@gaiurb.pt	Président du CA de l'agence d'urbanisme de Gaia (Portugal)
D'EMILIO	Luna	luna.demilio@st-etienne.archi.fr	Coordinatrice réseau ERPS, Saint-Etienne
DEYMIER	Ghislaine	ghislaine.deymier@u-bordeaux-montaigne.fr	MCF économiste

			IATU, Bordeaux
DONADIEU	Pierre	p.donadieu@ecole-paysage.fr	Paysagiste, ENS Paysage Versailles
DOUMENC	Luc	atelier.ldoumenc@gmail.com	Architecte et urbaniste, MA ENSA Montpellier
DUBREUILH	Léa	equipe@cabinet-de-curiosite.fr	Géographe, urbaniste Collectif Cabinet de curiosité, Bordeaux
DUHAMEL	Guillaume	guillaume.duhamel@live.fr	Urbaniste, Bordeaux
FABUREL <i>Correspondant Lyon</i>	Guillaume	Guillaume.Faburel@univ-lyon2.fr	Pr urbanisme, IUL, UMR Triangle, Lyon
FANFANI	David	david.fanfani@unifi.it	Urbaniste, enseignant- chercheur, Univ Florence, ST
FAVORY	Michel	mdfavory@numericable.fr	Géographe et politologue, Pr IEP Bordeaux
FIORI	Sandra	sandra.fiori@club-internet.fr	MA ENSA Lyon
GALLARDO	Jean- Philippe	jean-philippe.gallardo@mairie-pessac.fr	Urbaniste Ville de Pessac
GED	Françoise	fged@citechailot.fr	Architecte, Observatoire Chine contemporaine Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris
GIUNTA	Luana	luanagiu@yahoo.it	Etudiante DIDA, stagiaire SYSDAU, Florence
GODARD	Lucie	lucie.godard@hotmail.fr	Etudiante M2

			IATU, Bordeaux
GONTIER	Emilie	zemiliece@hotmail.fr	Etudiante M2 IATU, Bordeaux
GRENIER	Laurent	l.grenier@gironde.fr	Chargé d'observation foncière Service de la Maîtrise Foncière DCTCE Département Gironde
GRISSER	Florence	f.grisser@gironde.fr	Chargée de la coordination foncière départementale Département Gironde
GUILLOT	Xavier	xavierguillot@hotmail.com	Architecte, Pr ENSA Saint- Etienne
JEANMONOD	Thierry	thierry.jeanmonod@bordeaux.archi.fr	Architecte, MA ENSAP Bordeaux
JUPIN	Eric	e.jupin@gironde.fr	Chef de projet DCTCE Département Gironde
LABÈQUE	Sylvia	sylvia.labeque@sysdau.fr	Directrice du SYSDAU Bordeaux
LE CARO <i>Correspondant Rennes</i>	Yvon	yvon.lecaro@univ-rennes2.fr yvon.lecaro@uhb.fr	Pr Géographie, Univ. Rennes 2 CNRS-ESO
LEGA	Margaux	margaux.lega@hotmail.fr	Étudiante M2 IATU Bordeaux
MADUREIRA	Susana	mmadureira@gaiurb.pt	Architecte urbaniste responsable du projet urbain de Gaïa (Portugal)
MAGNAGHI	Alberto	alberto.magnaghi@unifi.it alberto.magnaghi@gmail.com	Urbaniste, fondateur de la

			SDT Italie
MANCINO	Marco	m.mancino@archiworld.it	Ingénieur et urbaniste, enseignant assistant Université de Florence, Italie
MARCEL	Odile	compagniedupaysage@yahoo.fr odile.marcel@orange.fr	Philosophe, écrivain, Pr Université Lyon 3
MARIOLE	Béatrice	beatricemariolle@bresmariolle.fr	Architecte, MA ENSA Paris-Belleville
MATTHIEUSSENT	Laure	l-matthieussent@aurba.org	Paysagiste et urbaniste, AURBA, Bordeaux
MEISSONNIER	Florie	floriemeissonnier@hotmail.fr	Étudiante M2 IATU Bordeaux
MEURIS	Alise	alise.meuris@free.fr equipe@cabinet-de-curiosite.fr	Paysagiste, enseignante ENSAP, Collectif Cabinet de curiosité, Bordeaux
MOISSET	Alexandre	alexandre.moisset@toulouse.archi.fr equipe@cabinet-de-curiosite.fr	Paysagiste, MA ENSA Toulouse, Collectif Cabinet de curiosité, Bordeaux
POLI	Daniela	dpoli@unifi.it	Architecte, PrAss. Université de Florence, SDT, Italie
QUESADA	Romain	r.romainquesada@gmail.com	Urbaniste, Bordeaux
RAFATDJOU	Makan	agence@Rafatdjou.fr rafatdjou@aol.com	Architecte Urbaniste, Prsdt IFU, Paris
RONCALLI	Marion	marionroncalli@live.fr	Étudiante M2

			IATU Bordeaux
SIMOES	Alberto	asimoes@gaiurb.pt	Urbaniste, Gaïa, Portugal
SISTEL <i>Correspondante Montpellier</i>	Anne	anne.sistel@gmail.com	Architecte, MCF, ENSA Montpellier
TAMISIER <i>Correspondant Marseille</i>	Christian	chtamisier@orange.fr	Paysagiste, ENS Paysage Marseille
TOUCHARD	Ophélie	otouchard@bordeaux-metropole.fr	Doctorante en urbanisme, Bordeaux
TRIJOLET	Laurent	laurenttrijoulet@coban-atlantique.fr	Economiste, DGS COBAN, Bordeaux
VACONSIN	Marion	marion@bouriettevaconsin.com	Paysagiste
VAUCELLE	Sandrine	Sandrine.vaucelle@u-bordeaux-montaigne.fr	MCF Géographie, Bordeaux
VENETTIER	Marine	marine.vennetier@gmail.fr	Bordeaux